

SOMMAIRE

Editorial	1
Raymond Geor : La situation internationale en Europe	2
Ernst Vonhoff : Facteurs influençant le coût de la construction (suite)	27
Leo Goovaerts : Pastorale urbaine à Kigali (suite)	36
Olivier du Roy : Crise de la morale chrétienne	52
Stanislas Sallets : A propos d'une réunion sur la coopération technique	60

DIALOGUE

DIALOGUE N° 30
Janvier 1972

Editorial

Voici un "Dialogue" de caractère un peu technique.

Technique au plan économique d'abord, avec la suite de l'article de E. Vonhoff sur les "Facteurs influençant le coût de la construction"; au plan politique, ensuite, avec le texte extrêmement riche de R. GOOR, sur "La situation internationale en Europe"; au plan pastoral, enfin, avec la suite de la recherche de L. GOOVAERTS, sur "La Pastorale urbaine à Kigali".

Pour amorcer un dialogue avec nos lecteurs, au début de 1972, nous publions la conférence que fit récemment au Centre Culturel Saint-Michel, à Kigali, le Père du ROY sur le thème "Crise de la morale chrétienne". L'auteur s'efforce de trouver, pour la morale, de nouvelles voies d'approches de l'homme d'aujourd'hui.

Nous bouclons ce numéro avec une courte chronique de la réflexion sur la Coopération technique.

o o o o o

Nous sommes en pleine période de réabonnement.

Dans notre "Dialogue" de novembre dernier, force nous a été d'annoncer que l'abonnement annuel était porté à 300 frs.

Jusqu'à présent, les réactions de nos lecteurs ont été favorables.

Il va sans dire que nous ne sommes pas une entreprise à but lucratif. Aucun de nos collaborateurs, qu'il s'agisse de la rédaction de la revue, de la frappe du texte, du travail d'administration, n'est payé. C'est grâce à cela que nous tenons. C'est le dévouement d'un grand nombre qui fait le prix qu'on attache à la Revue.

Derrière la gratitude que nous exprimons de grand coeur à tous ceux qui œuvrent pour la Revue, nous entrevoyons l'acquiescement fait par nos abonnés en ce début d'année nouvelle. Nous sommes certains que beaucoup ne différeront pas le renouvellement de leur abonnement.

Rappelons, comme chaque année, que ceux qui ont un compte dans un économat général du Rwanda verront leur abonnement automatiquement renouvelé, pour un montant de 300 frs, s'ils ne nous ont pas fait savoir dans les prochains jours qu'ils renoncent à la Revue.

On voudrait bien se souvenir aussi de l'appel aux abonnements-cadeaux lancé dans le numéro de novembre.

A nos lecteurs, nous disons un grand merci.

ooo

Pour renouveler votre abonnement :

Rwanda :

Un an : 300 frs par mandat-poste Un an : 300 frs belges à Dialogue, B.P. 572 Kigali ou au CCP 313.66 Abbé J. par un Economat Général. Mission, Bruxelles.

Stranger :

La situation internationale en Europe (1)

Note de la Rédaction

Le texte ci-après fut présenté à une réunion de prêtres, en vue du Synode qui vient de se terminer à Rome.

Celui-ci, on s'en souviendra, avait à son ordre du jour deux questions majeures : "Le prêtre" et "Justice et paix dans le monde".

Les prêtres du diocèse de Tournai, en Belgique, s'attachèrent surtout à la seconde question.

Tout en tenant compte que le monde ne se limite pas à l'Europe, ils ont adopté comme hypothèse de travail que l'Europe, dans la mesure où elle pourra résoudre ses problèmes et dépasser ses contradictions, sera à même d'assurer une mission pacificatrice pour le monde entier.

Ils ont donc demandé à un spécialiste, le Chanoine Raymond Goor, de broser un tableau de la situation politique de l'Europe. Il est intéressant de noter que le Chanoine Goor a contribué très efficacement à la mise sur pied d'une conférence sur la sécurité européenne.

(1) Nous reprenons ce texte d'une brochure intitulée : "Notre diocèse et la construction de la paix dans le monde". Évéché de Tournai - Belgique.

Le sujet abordé est d'un intérêt universel. Par le biais de la situation de l'Europe, chacun aura l'occasion d'une ouverture sur les problèmes du monde.

L'auteur de ce texte propose une méthode de documentation sur les problèmes de politique internationale, d'analyse sérieuse pour les plus courageux et il applique cette méthode à l'Europe.

Elle pourrait tout aussi bien s'appliquer à l'Afrique. Et, pour connaître la situation politique en Afrique, il faut savoir ce qui se passe en Europe.

Ajoutons que le chrétien, tenu d'agir, ou tout au moins de s'engager, même en politique, doit, avant d'agir, analyser la situation pour s'engager en connaissance de cause. Cela suppose documentation, analyse, réflexion comme condition indispensable de son action, de sa vie.

INTRODUCTION

Les deux présentations que nous venons d'entendre ont déjà situé le thème de cet exposé dans le cadre de la réunion prosynodale 1971. Elles en ont également précisé la portée. Une troisième introduction est donc superflue. Je puis d'emblée aborder mon sujet par une petite histoire qui en fournira le plan.

Justification du plan

Elle se passe dans les environs de Vnoukovo, l'aéroport de Moscou où vient d'atterrir M. Brandt, qui doit signer le lendemain le traité germano-soviétique du 12 août 1970, ce n'est pas de l'histoire ancienne. Deux paysans travaillaient dans leurs champs. Tout à coup, une salve d'artillerie déchire le silence. "Qu'est-ce donc ça ?", s'exclame le premier. "C'est le Chancelier de l'Allemagne de l'Ouest qui arrive", répond l'autre. "Ah bon...". Le reste de la phrase est coupé par une deuxième détonation. "Mais cette fois, qu'est-ce que c'est ?" "Je viens de te le dire : c'est le Chancelier allemand qui arrive." Le premier paysan hoche la tête : "Alors quoi ? Ils ne l'ont pas eu au premier coup !"

A sa manière, cette histoire qui vient, dit-on, de Roumanie, illustre les changements qui s'opèrent actuellement en Europe et dont je dois tenter de démontrer les ressorts compliqués et les objectifs enchevêtrés.

Pour étudier les variations d'un mouvement, en politique comme en mécanique, il faut d'abord le situer dans l'espace et le temps par une analyse des coordonnées. Il convient ensuite de dénombrer et mesurer les forces qui peuvent en modifier la

trajectoire et l'accomplissement. Il s'agit enfin d'en déduire les mutations probables de la courbe selon la diversité des actions qui seront exercées. En bref, le passé, le présent et l'avenir ou encore l'histoire, l'actualité et la prévision : ce seront les trois parties de mon exposé.

Tout d'abord, un examen attentif de la carte de l'Europe, telle qu'elle s'est dessinée depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, à travers les phases de la dislocation des fronts militaires de 1944-1945, de la guerre froide, de la coexistence pacifique et de l'actuelle recherche de reconstruction.

Nous serons ainsi amenés, dans un deuxième temps, à dégager d'une part, les points les plus graves et les plus délicats du contentieux à résoudre et d'autre part, les bases éventuelles de rapprochement entre les pays européens : ce sera l'étude et la critique des éléments nouveaux qui ont surgi au cours de ces dernières années.

Il restera alors, dans une troisième partie, à essayer de discerner les voies ouvertes à l'avenir de l'Europe et les possibilités concrètes d'action en vue d'orienter cet avenir dans le sens de la paix et de la justice dans le monde.

En guise de conclusion de cet exercice d'analyse viendront, pour terminer, quelques réflexions d'ordre méthodologique sur la manière de découvrir et de suivre l'évolution des relations internationales au double niveau des disciplines de l'esprit et des exigences de l'action pour les dominer par la connaissance et les diriger par une démarche efficace dans une responsabilité collective reconnue et une ouverture universelle délimitée.

I. LES DONNÉES DE L'HISTOIRE

1. La division de l'Europe

La donnée fondamentale qui a régi l'histoire de l'Europe pendant le dernier quart de siècle, qui subsiste encore dans la situation actuelle et dont nous avons à promouvoir le changement, c'est sans conteste la division de l'Europe.

D'un côté, l'Europe occidentale, politiquement, économiquement, socialement et culturellement liée aux Etats-Unis, intégrée dans le monde capitaliste, par la solidarité de la politique américaine mondiale. D'autres diront même beaucoup trop dépendante du Pentagone et de Wall Street. De l'autre côté, derrière le rideau de fer, l'Europe de l'Est, le principal bastion, sous l'hégémonie soviétique, du communisme mondial, considérée souvent, de manière un peu simpliste, comme une constellation de satellites gravitant autour du Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S.

Cette bipartition de l'Europe est la cristallisation de la rivalité entre les deux super-grands qui s'affrontent non seulement sur notre continent et en Méditerranée, mais aussi au Sud-Est asiatique, au Moyen-Orient, - Soudan compris, - aux Indes et au Pakistan ainsi que dans de nombreux pays d'Amérique latine et d'Afrique.

Toutefois, à côté de ces divers foyers localisés du conflit entre le camp communiste et le monde dit libre, l'Europe demeure, malgré certaines apparences, le lieu peut-être le plus menacé, car si elle reste depuis vingt-cinq ans à l'abri de la guerre, c'est paradoxalement en raison de son caractère d'arsenal des plus terrifiants armements nucléaires et conventionnels. Immense poudrière protégée par la fragile ombrelle atomique.

2. Son origine : Yalta-Potsdam

A l'origine de cette division, il y a la Conférence de Yalta (3-11 février 1945) à la veille de la capitulation du IIIe Reich et les Accords de Potsdam, signés peu après celle-ci, le 2 août 1945.

L'U.R.S.S. étend ses frontières à l'est, en annexant les trois pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), la Ruthénie subcarpatique et la Bessarabie cédées respectivement par la Tchécoslovaquie et la Roumanie, l'Ukraine détachée de la Pologne, la ville de Koenigsberg et son hinterland arrachés à la Prusse orientale. Le reste de celle-ci, la Poméranie et la Silésie sont, en compensation, attribuées à la Pologne dont les frontières sont ainsi fixées à l'est approximativement par la ligne Ourzon de 1919 et à l'ouest par la fameuse ligne Oder-Neisse, tandis qu'au sud la ville et le district de Gdansk (Gdychen) sont partagés avec la Tchécoslovaquie.

Ces modifications territoriales entraînent des transferts considérables de population, en vertu du principe de l'élimination des minorités allogènes : 3,5 millions d'Allemands expulsés de la nouvelle Pologne, plus de 3 millions chassés de Tchécoslovaquie, Autriche et Hongrie. Par contre, la Pologne doit accueillir 1,5 million de Polonais rapatriés de l'U.R.S.S. et 400.000 Ukrainiens de la région de Chełm.

L'Allemagne et l'Autriche sont placées sous le régime de l'occupation militaire, théoriquement jusqu'au futur traité de paix. Chacune est répartie en quatre zones, américaine, anglaise, française et russe. Berlin, compris dans la zone soviétique, est administré par la Commission quadripartite de contrôle.

Enfin Roosevelt et Churchill (puis Attlee) concèdent à Staline la reconnaissance d'un dominion d'influence soviétique s'

étendant à la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Yougoslavie et l'Albanie, mais la Tchécoslovaquie n'en fait pas partie.

3. La Guerre froide

Sur ces bases, grâce à la présence de l'armée rouge et avec le concours des partis communistes ou des fronts nationaux, l'U.R.S.S. organise et structure les démocraties populaires. Dès 1947 est créé le Kominform qui regroupe les partis communistes des pays de l'Est et deux partis frères occidentaux, le français et l'italien; il sera dissous en 1955 après le Pacte de Varsovie qui, lui, liera les États du camp socialiste.

L'extension progressive des régimes communistes en Europe centrale et balkanique, les troubles entretenus en Grèce, l'opposition du camp socialiste et des partis communistes occidentaux au plan Marshall suscitent une inquiétude croissante à l'Ouest. Le 17 mars 1948, est signé entre les trois du Benelux, la France et la Grande-Bretagne le Traité de Bruxelles, prélu-
de de l'Alliance Atlantique.

Le premier coup de Prague avait été le catalyseur de la Grande peur dont M. Spaak se faisait l'interprète à l'assemblée Générale de l'O.N.U. La Tchécoslovaquie venait d'être le théâtre d'une révolution qui installait au pouvoir M. Gottwald, secrétaire Général du parti communiste.

Dès lors, les événements se précipitent : préparatifs du Traité de l'Atlantique Nord; assemblée constitutive de la future République fédérale d'Allemagne (R.F.A.); blocs de Berlin par les Soviétiques, pont aérien assuré par les Américains; exclusion de la Yougoslavie du Kominform sous la double accusation de nationalisme et de révisionnisme; signature à Washington du Traité de l'Alliance Atlantique; cinq jours après la première session du Conseil des ministres de l'O.T.A.N., premier essai atomique de l'U.R.S.S.; redémarrage vertigineux de la course aux armements qu'accéléra encore en 1950, la Guerre de Corée; entre-temps reconstitution des deux gouvernements allemands.

Ainsi, en quelque deux ans, les blocs se sont formés et la période de la guerre froide en Europe s'est ouverte.

4. Les deux blocs

a) L'O.T.A.N. et les organisations de l'Europe occidentale.

Un coup d'oeil sur chacun des blocs.

L'O.T.A.N. est composée initialement, d'une part, des U.S.A. et du Canada dont la protection a été sollicitée et, d'autre part, de neuf puissances européennes : les cinq du

Traité de Bruxelles, le Danemark, l'Islande, la Norvège et le Portugal. Viendront ensuite s'y adjoindre en 1952 la Grèce et la Turquie et finalement, en 1955, la R.F.A. En tout, par conséquent, quinze pays dont treize européens.

L'O.T.A.N. est doublée par l'O.E.C.E., l'Organisation européenne de coopération économique, créée pour l'administration du plan Marshall. L'O.E.C.E. sera remplacée en 1960, suite à la prise de conscience des responsabilités vis-à-vis du Tiers-Monde, par l'actuelle O.C.D.E., l'Organisation de coopération et de développement économique. Plus ouverte que l'O.T.A.N., elle compte aussi parmi ses membres l'Autriche, l'Espagne, l'Irlande, la Suède, la Suisse et, depuis peu, la Finlande; au total dix-neuf États d'Europe.

L'Europe occidentale s'est également dotée de toute une série d'autres institutions plus ou moins étendues, ce qui suffit à manifester la diversité des intérêts et des affinités : le Conseil de l'Europe dont le siège est à Strasbourg et qui est principalement un lieu de consultations et de recommandations : quinze membres dont la Grèce, qui vient de démissionner, est à exclure; la C.E.C.A., la C.E.E. et l'Euratom formant le Marché commun ou l'Europe des six qui deviendra sans doute sous peu l'Europe des dix par l'entrée du Danemark, de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et de la Norvège. Ceux-ci faisaient et font toujours partie de l'A.E.L.E., l'Association européenne de libre échange avec l'Autriche, la Finlande, le Portugal, la Suisse, la Suède et, depuis mars 1970, l'Irlande.

Il convient de mentionner encore l'Organisation européenne de recherche nucléaire, le CERN-E.S.R.O (douze États dont la Yougoslavie) et l'Union européenne occidentale (U.E.O.) : les six du Marché Commun et la Grande-Bretagne.

b) Le Pacte de Varsovie.

En face, les pays membres du Pacte de Varsovie, signé le 14 mai 1955, quelques jours après l'entrée officielle de la R.F.A. à l'O.T.A.N. et six ans plus tard que le Traité de l'Atlantique Nord. En font partie, dès l'origine, l'U.R.S.S., la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie. Au début de 1956, y adhère également la R.D.A. qui a été reconnue entre-temps et unilatéralement par l'U.R.S.S. comme État souverain, avec Berlin-Est pour capitale.

En réplique à l'O.E.C.E., le Comecon, Conseil économique d'aide mutuelle, qui étend son action aux pays en voie de développement, selon le programme politique de la présence et de l'influence communistes dans le monde.

Plus homogène et plus unifié, le camp socialiste ne forme pas cependant le bloc monolithique que l'on s'imagina parfois en Occident. Il n'est pas à l'abri ni de soulèvements brusques et brutaux, ni même, plus graves encore, de conflits latents et, en un certain sens, irréductibles.

Le détachement de la Yougoslavie en 1948, les troubles de Berlin-Est en 1953, les émeutes de Varsovie et Budapest en 1956, la sécession de l'Albanie en 1962, le printemps de Prague en 1968, les agitations toutes récentes dans les ports polonais de la Baltique en sont les manifestations les plus spectaculaires, qui ne sont pas sans laisser des traces, même quand elles sont réprimées. De manière moins apparente, mais plus profonde, certaines tendances nationalistes travaillent chacun des satellites.

c) Analyse du camp socialiste.

La Bulgarie, la plus fidèle à l'orthodoxie, ne s'est alignée que difficilement à la ligne nouvelle de la déstalinisation.

La Roumanie tente d'obtenir une certaine indépendance pour pouvoir sans doute assouplir ses structures; non seulement elle ne s'est pas jointe à l'invasion de la Tchécoslovaquie, mais elle a condamné durement cette occupation militaire. Elle ne cesse de mener un jeu diplomatique subtil en politique étrangère et il semble bien qu'elle est intervenue activement dans la préparation de la prochaine visite de M. Nixon en Chine populaire.

Si la Tchécoslovaquie a été bloquée dans son expérience de socialisme à visage humain, visant à libéraliser la vie culturelle pour dégager sa voie originale vers le socialisme, la Hongrie pourrait bien s'assigner le même but en essayant de démo-

cratiser quelque peu son économie.

La R.D.A., pour sa part, ne se soumet qu'à contrecœur à l'actuelle politique de détente à l'Ouest imposée par l'Union soviétique et c'est manifestement contre son gré que le camp socialiste a renoncé à poser comme préalable à une Conférence gouvernementale paneuropéenne la reconnaissance de l'Allemagne de l'Est en tant qu'Etat souverain.

Quant à la Pologne, dont la majorité de la population est toujours catholique croyante et pratiquante, elle reste toujours trop profondément nationaliste et individualiste pour se rallier sans réserve à un unitarisme de pensée et d'action adopté tactiquement par ses dirigeants.

Certes, l'U.R.S.S., grande maîtresse du jeu politique et diplomatique, demeure dans les conditions présentes, l'inspi-

ratrice souvent habilement dissimulée des jugements et des comportements de tous les pays socialistes européens dans les rencontres Est-Ouest, à l'exception de la Yougoslavie et dans une moindre mesure de la Roumanie. Mais d'une part, pour peu que l'on connaisse les dessous des cartes, il n'est pas trop malaisé de discerner les divergences de tendances et les fissures du bloc. D'autre part, en son propre sein, l'Union des Républiques socialistes soviétiques est travaillée par des courants nouveaux, plus ou moins clandestins, spécialement dans les milieux d'intellectuels, écrivains et scientifiques, dans le monde des jeunes qui n'échappent pas à la vague universelle de contestation, dans des groupes enfin qui se réveillent à l'ingénierie humaine et aux aspirations religieuses. A Moscou aussi, il y a des faucons et des colombes. Au contact avec les hommes, on se rend compte qu'à côté des dogmatistes durs et intransigeants, il y a les politiques, pragmatistes et opportunistes, et il y a encore les idéalistes sincères épris de justice, de fraternité et de paix. Le rideau de fer ne sépare pas la droite et la gauche du Seigneur.

5. En dehors des blocs : les neutres et les non-alignés

L'analyse de la carte politique de l'Europe ne peut se réduire, pour décisifs qu'ils soient, aux antagonismes entre les deux blocs, et aux distensions internes de chacun d'eux. En marge du Traité et du Pacte se situent les pays neutres et les non-alignés.

En dehors de Malte, Chypre et autres principauté de l'ichtenstein ou république de Saint-Marin, il y a, d'une part, l'Autriche, l'Espagne, la Finlande, l'Irlande, la Suède et la Suisse dont la neutralité est déclarée et, d'autre part, la Yougoslavie et l'Albanie, encore que cette dernière ne soit non alignée qu'au plan européen.

A titre d'exemples, prenons le cas de l'Espagne et de la Suède. Toutes deux se rattachent culturellement et économiquement à l'Alliance Atlantique, elles sont partenaires de l'O.C.C. D.E. Mais la première s'est donné, comme le Portugal et la Grèce, un régime totalitaire; ses anciennes connivences avec l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie et son origine dans la guerre civile en font même le type de l'Etat autoritaire, farouchement anticomuniste.

La seconde au contraire est souvent considérée comme le modèle de démocratie socialiste à la mode occidentale.

L'Espagne, liée par des accords bilatéraux aux U.S.A. auxquelles elle a concédé, en les monnayant fort cher, des bases militaires terrestres et navales, est un maître-pion dans la stratégie euro-méditerranéenne. Néanmoins, elle vient de conclure avec l'U.R.S.S. une convention de représentations consulaires

comportant un attaché naval et elle n'a pas exclu Cuba, ancienne possession espagnole, de ses relations diplomatiques et commerciales intenses avec l'Amérique hispanique. Candidat au Marché commun, elle compte, face aux réticences des cinq autres, surtout des Pays-Bas, sur le soutien de la France et peut-être demain sur la Grande-Bretagne, malgré le différend à propos de Gibraltar. Bref, une neutralité basée sur un jeu de diplomatie habile, active et ouverte, qui contraste avec la raideur conservatrice et érigée de sa politique intérieure.

La Suède, elle, professe et pratique une neutralité de principe. A l'écart de tout conflit armé depuis cent cinquante ans, le pays de Nobel n'est engagé dans aucune alliance militaire et il se refuse à entrer dans n'importe quelle organisation où il risquerait de compromettre tant soit peu son indépendance. C'est pour ce motif qu'il estime ne pas pouvoir entrer dans le Marché commun appelé à devenir une communauté politique. Pour sauvegarder toute sa liberté, il n'accepte pas non plus, à l'instar de la France, de signer le traité de non-prolifération des armes atomiques. Son budget militaire est considérable, notablement plus lourd que celui de la Belgique et des Pays-Bas. Nos gouvernements successifs en ont, du reste, tiré argument pour préférer l'intégration dans l'O.T.A.N. à une neutralité à la suédoise.

6. Les conséquences de ce passé.

Dans ce manteau d'Arlequin aux pièces disparates et aux couleurs contrastées, l'Europe ne peut évidemment que rêver d'une unité qu'elle n'a jamais connue; au mieux peut-elle la considérer comme une utopie, au sens dynamique du terme, et comme une vision stimulatrice d'efforts de détente, d'entente et de coopération, selon le triptyque gaullois. Dans le court terme, son ambition doit être, plus modestement encore, de conjurer, pour elle et pour l'humanité, les périls d'éclatement nucléaire et de mettre progressivement en place un système de sécurité stable se substituant à l'équilibre précaire de la terreur ainsi que des dispositifs de collaboration largement ouverte vers l'extérieur comme à l'intérieur. L'histoire est là pour démontrer que cette tâche est immense et incertaine : que d'obstacles les Six n'ont-ils pas dû franchir à travers les seuls marathons d'une politique agricole commune, déjà déséquilibrée par la crise monétaire!

Les vicissitudes de l'Europe ont été dans le passé et seront encore dans un proche avenir fonction de l'état des relations et des rapports de force entre les deux superpuissances qui s'affrontent sur son territoire. C'est là que sur terre, sur mer et dans les airs, elles se côtoient, se surveillent et se menacent. C'est là que leurs régimes politiques différents, leurs systèmes économiques rivaux, leurs idéologies opposées se heurtent et s'enchevêtrent.

7. La coexistence pacifique

Assurément, depuis la mort de Staline, l'affaire de Cuba et l'installation du téléphone rouge, la reprise des activités diplomatiques sous Kennedy et Krouchtchev, la montée de la Chine au rang de troisième puissance mondiale, la guerre froide a fait place à la cohabitation, puis à la coexistence pacifique qui a tenu bon jusqu'ici malgré le Viêt-nam et le conflit israélo-arabe. Pour des raisons qui leur sont propres, les deux grands songent à se désengager en Europe : telle est la cause prépondérante du changement qui commence à s'y déployer.

II. LES PROBLEMES ACTUELS

1. Vue d'ensemble

L'héritage d'un long passé de méfiance et de surenchère reste à liquider. Le contentieux qui se prête le mieux à un règlement porte sur des points précis : le sort des deux Allemands et leurs relations mutuelles, le statut de Berlin; la normalisation des rapports entre la R.F.A. et la Pologne d'une part, la R.F.A. et la Tchécoslovaquie d'autre part. Des initiatives positives peuvent être entreprises dans les domaines de désarmement et de la coopération. Un système de sécurité collective peut être inventé qui rendrait possible la liquidation des blocs militaires. C'est sur ces questions concrètes que le dégel s'est amorcé depuis le premier traité sur l'arrêt de certaines expériences nucléaires en 1963 et de manière plus expressive, depuis l'Appel de Budapest en 1969. A travers tout, continueront à peser les antagonismes à base idéologique, les plus difficiles à réduire.

2. L'évolution du contentieux

Quelques mots sur les principaux points litigieux et sur leurs récents espoirs de solution.

a) Les deux Allemands

Loin de consacrer la division de l'ancien Reich, les Accords de Potsdam stipulaient explicitement qu'après la période temporaire d'occupation et l'extirpation radicale du nazisme, des élections libres seraient organisées, en vue d'installer un gouvernement démocratique. Ce sont les événements internationaux liés à la Guerre froide entre les deux grands qui ligèrent la situation provisoire en un état permanent et qui accablèrent la casure.

L'Allemagne de l'Ouest, la partie de loin la plus importante à tout point de vue, fut la première à reprendre sa place dans la politique européenne. Les U.S.A., soucieux d'établir un glacis solide face à la poussée communiste, l'y aidèrent.

rent, non seulement au plan économique mais aussi au plan formellement politique et diplomatique. Forte de l'engagement des Alliés, la R.F.A. exalta une véritable mystique de la réunification allemande, ce qui donna prise aux espérances et aux vilenies accusations du camp socialiste, stigmatisant le nationalisme, l'impérialisme, le militarisme, le revanchisme, la renaissance d'un néo-nazisme en R.F.A. Il semble bien qu'il ne faille pas voir dans ces attaques uniquement des manœuvres de propagande, mais aussi la manifestation d'une véritable crainte. On perd trop souvent de vue en Occident que l'U.R.S.S. et les pays de l'Est ont payé le plus lourd tribut à l'écrasement du national-socialisme. La moitié des 36 millions de morts étaient soviétiques : 18 millions de victimes contre 6 en Allemagne, 5,8 en Pologne, 1,6 en Yougoslavie et 600.000 Français, 400.000 Britanniques, 400.000 Américains. C'est pourquoi, selon certains commentateurs, le Pacte de Varsovie, incontestable riposte à l'O.T.A.N., ne fut pas, à l'origine, dirigé tellement contre l'Alliance elle-même mais bien davantage contre la participation de l'Allemagne à l'U.E.O. et son intégration au bloc militaire Nord-Atlantique : c'est en tout cas ainsi que s'explique le préambule du Pacte.

La crainte d'un déséquilibre de puissance au cœur de l'Europe est aujourd'hui partagée par un certain nombre d'Occidentaux depuis que la R.D.A. a accédé de son côté au rang de neuvième puissance économique mondiale : l'union des deux Allemagnes conférerait à ce seul Etat un étonnant leadership, rapidement challenger de l'U.R.S.S.

De surcroît, la R.F.A. s'attribua longtemps le droit exclusif de représenter cette future Allemagne réunifiée : ce fut la doctrine Hallstein, en vertu de laquelle la R.F.A. rompt automatiquement les relations diplomatiques avec tout gouvernement qui reconnaissait la R.D.A. Pendant tout un temps aussi, l'élévation exceptionnelle de son niveau de vie a constitué une véritable séduction et a exercé une puissante attraction sur les ressortissants de l'Allemagne de l'Est, avides également d'échapper à une discipline extrêmement stricte et de disposer davantage des libertés individuelles; d'où un exode continu qui provoqua la fermeture des frontières non seulement pour les personnes, mais aussi pour les transports et qui se matérialisa, en 1961, dans la construction du mur de Berlin.

En Allemagne de l'Est, l'équipe Ulbricht redoutait un recours aux élections pour la constitution d'un gouvernement unique et très fortement marquée par le dogmatisme marxiste, à l'instar des garanties. Elle essaie d'obtenir du plus grand nombre d'Etats et d'organisations internationales, sa reconnaissance non seulement de facto, mais de iure; elle revendique tout spécialement son admission à l'O.N.U., où elle ne siège

pas plus que la R.F.A.; elle pourrait une politique rigoureuse et efficace de croissance économique et elle tend à s'affirmer par tout moyen face à sa rivale occidentale.

Le climat général de détente et la prise de conscience du caractère irrévocable de la coupure, au moins en période courte, a progressivement amené la R.F.A. à préconiser une politique nouvelle d'ouverture à l'Est.

Inaugurée sous le gouvernement de la grande coalition C.D.U.-C.S.U. de M. Kiesinger, elle a pris consistance sous l'impulsion du Chancelier Brandt. Pour amortir le choc de ce revirement, il a lancé la formule de "deux Etats et une seule nation", ce qui laisse subsister l'espoir d'une réunification dans le cadre d'une Europe elle-même restructurée. Sans attendre le règlement des rapports inter-allemands, - les conversations d'Erfurt et de Kassel n'ont guère abouti à des résultats, si ce n'est d'accroître psychologiquement l'idée d'une possibilité d'entente, - et peut-être dans le calcul de promouvoir celle-ci par le biais de l'U.R.S.S., l'équipe Brandt-Scheel a signé avec cette dernière, en août 1970, un Traité de renonciation à la force et à la menace du recours à la force, traité immédiatement complété par des accords commerciaux et économiques très importants. Ceux-ci sont de nature à développer et à accélérer le vaste courant d'affaires qui depuis cinq ou six ans a déjà ouvert des brèches de réalisme et de profit dans le rideau de fer et qui était pour l'Occident un contrepois au défi américain.

b) La ligne Oder-Neisse

Le traité germano-soviétique fut suivi de près par un Traité similaire germano-polonais, mais celui-ci est plus significatif encore de la détente, car il comporte la reconnaissance par la R.F.A. de la frontière Oder-Neisse de la Pologne et par conséquent la renonciation par l'Allemagne à toute revendication territoriale sur les régions dont elle fut amputée en 1945, puisque la R.D.A. avait déjà antérieurement admis cette ligne-frontière. Ce traité germano-polonais a donc une portée considérable non seulement au plan politique, mais aussi au plan psychologique; il traduit le dépassement des souvenirs atroces laissés à l'est par les nazis, - le geste de M. Brandt s'agitant au camp d'Auschwitz, - et surtout l'abandon par l'Allemagne occidentale du mythe nostalgique de la restauration de la Grande Allemagne. Pour calmer son opinion publique, toujours surchauffée sur cette question, M. Brandt a obtenu la satisfaction humanitaire du regroupement des familles, c'est-à-dire l'autorisation d'émigrer en R.F.A. pour les citoyens actuellement polonais, mais de souche allemande en Poméranie et en Silésie.

La R.D.A. a vu d'un mauvais oeil la conclusion de ce traité, mais elle n'a pas osé faire grise mine; objectivement, non sans raison, elle estime que l'autre Allemagne n'avait pas à sanctionner la frontière Oder-Neisse qui, à l'heure actuelle, n'est pas une frontière ouest-allemande. Mais les considérations de politique internationale l'ont emporté sur ces susceptibilités. Ce sont les mêmes exigences qui l'ont contrainte à ne plus imposer comme préalable à une Conférence gouvernementale sur la sécurité et la coopération européennes, sa reconnaissance de jure, en tant qu'Etat souverain. Tout en ayant des garanties à peu près absolues sur ce point, elle a dû accepter qu'il figure à l'ordre du jour de cette conférence où, bien entendu, elle serait appelée à siéger.

c) Le statut de Berlin-Ouest.

La consigne à l'Est est donc devenue : la Conférence sans aucune pré-condition. L'Ouest évolue lentement dans le même sens; pour lui, un arrangement sur Berlin-Ouest était le véritable préalable. Il n'y a pas encore complètement renoncé, mais diplomatiquement le langage s'est modifié. M. Harmer, qui est souvent un bon interprète des tendances les plus avancées de l'O.T.A.N. en matière de détente, a parlé de Berlin "test de crédibilité". Tout récemment à Lisbonne, à la dernière conférence du Conseil des Ministres de l'O.T.A.N., il s'en est expliqué, déclarant que Berlin est le "banc d'essai" de la volonté de détente et ajoutant immédiatement que les préparatifs de la Conférence devaient être entrepris sans attendre la solution de ce problème.

Si à Berlin, les conversations quadripartites ont repris, voici un an, elles n'avancent que fort péniblement; les nouvelles de la phase en cours sont cependant plus optimistes. Mais il n'en reste pas moins que le futur statut de Berlin-Est, est en pratique et en droit, très difficile à trouver. Actuellement au plan juridique, Berlin-Ouest est administré par les quatre puissances d'occupation. Les trois occidentales ont permis et même favorisé des liens étroits avec la R.F.A. qui sans l'avoir intégré comme un Land de la Bundesrepublik, - Berlin a son propre sénat, - considère qu'il doit lui revenir, puisque Berlin-Est a été incorporé dans la R.D.A. Mais Berlin-Est n'est pas une enclave au sein de celle-ci, comme l'est Berlin-Ouest. Et la R.D.A. n'est certes pas disposée à admettre que cette enclave devienne un fief Ouest-allemand; sur ce point, il semble bien qu'elle sera vigoureusement soutenue par le camp socialiste. M. Brejnev, au Congrès du P.C. Est-allemand, la S.E.D., a affirmé, il y a à peine un mois, que Berlin devait cesser d'être le détonateur des tensions et devenir une ville "ayant un statut spécial" : expression moins précise et donc plus ouverte que la formule précédente : "entité politique indépendante".

L'idée a été lancée d'en faire le siège d'un conseil permanent de sécurité européenne, jouissant, à ce titre, d'une espèce de supranationalité. Mais il resterait à résoudre les problèmes économiques et financiers, et ce n'est pas pour demain. D'autres, plus récents, proposent d'en faire la future capitale fédérale de tous Etats allemands réunis en une seule nation. Ceci n'est pas pour après-demain. Dans l'immédiat aucune solution satisfaisante n'est en vue; raisonnablement, on ne peut guère espérer qu'un arrangement provisoire, répondant aux anomalies les plus criantes de la situation. D'aucuns tentent d'écarter cette épine par trop gênante en alléguant que ce n'est pas une question européenne, mais une affaire qui relève directement de ceux qui l'ont créée : les quatre Grands et des deux Etats allemands intéressés. Mais pour l'Europe en devenir, ne serait-ce pas s'imaginer sous de funestes auspices que de commencer par capituler devant une de ses dernières difficultés et que de se décharger sur d'autres du règlement de la question peut-être la plus décisive pour sa propre paix intérieure ?

d) Les accords de Munich.

Car, en dehors de la ratification des deux traités Bonn-Moscou et Bonn-Varsovie, ne figure plus guère au contentieux européen qu'une revendication de la Tchécoslovaquie; elle porte sur la déclaration de nullité "ab initio" des Accords de Munich en 1939 et sur la normalisation de ses rapports avec la R.F.A. La seule difficulté en ce domaine, dans l'état actuel des choses, provient des sous-entendus dont la Tchécoslovaquie a été le théâtre en 1968-1969 et tout le monde, tant à l'Est qu'à l'Ouest, estime préférable de patienter un peu et de remettre au temps de faire son oeuvre.

3. Les espoirs de coopération

La liquidation des points litigieux peut et doit s'accompagner d'actions positives de rapprochement et d'entente.

En ce qui concerne la coopération commerciale surtout, mais aussi culturelle entre l'Est et l'Ouest, des réalisations sont déjà intervenues depuis plusieurs années. Elles n'ont cessé de se développer, sauf pendant la période qui a suivi la répression de Prague.

Elles ont repris à un rythme accéléré ces derniers temps. Malgré tout, d'immenses possibilités restent ouvertes, car, jusqu'à présent, l'on est resté cloisonné dans le cadre des conventions bilatérales et l'on n'a pour ainsi dire rien entrepris en matière économique, scientifique et technique. Déjà cependant des tournées de personnalités politiques importantes de l'un des blocs dans plusieurs pays de l'autre laissent prévoir un important élargissement. M. Harmer en est actuellement l'un des principaux exemples et il fait souvent figure d'ambassa-

d) La révision et le dépassement des pactes militaires

En 1966, le Général de Gaulle a décidé de dénoncer l'adhésion de la France à l'organisation militaire atlantique et de soustraire ses armées au commandement suprême inter-allié. La France pour autant ne s'est pas retirée de l'Alliance; elle est toujours représentée par une mission militaire auprès du S.H.A. P.T. et elle continue à admettre le principe d'une coopération de ses forces stationnées en Allemagne avec les unités alliées, sur base d'accords bilatéraux. Cette initiative fut le premier signe d'une éventuelle désarticulation des blocs. Assurément, on n'en est pas là; mais plusieurs voix se sont fait entendre en faveur d'une réorganisation de l'O.T.A.N. Le Danemark en Europe et le Canada outre Atlantique se sont officiellement exprimés pour une "mise à jour". M. Harmel a introduit le principe du double pilier de l'Alliance : la défense et la détente. Il s'est appliqué à rechercher, par de nombreux sondages, les conditions et les voies de détente : ce fut le plan, appelé parfois plus exactement, l'exercice Harmel. En octobre dernier, notre Ministre des Affaires étrangères disait notamment à la Commission de la Chambre : "La détente est une nécessité, il n'y a pas d'alternative". N'était-ce pas un écho de la déclaration beaucoup plus tranchante de de Gaulle à Bucarest (14 mai 1968) : "Comment admettre que puisse durer, pour des pays aussi chargés de raison et d'expérience que le sont ceux de notre Europe, une situation dans laquelle beaucoup d'entre eux se trouvent répartis entre deux blocs opposés, se plient à une direction politique, économique et militaire provenant de l'extérieur, subissent la présence permanente de forces étrangères sur leur territoire. Mais, chez vous comme chez nous, on considère que de cette guerre froide succédant au partage de Valta, il ne saurait résulter qu'une séparation artificielle et stérile à moins qu'elle ne devienne mortelle... Il n'y a plus pour elle (la Grande Europe de l'Atlantique à l'Oural) d'idéologies, ni d'hégémonies qui valent en comparaison des bienfaits de la détente, de l'entente et de la coopération entre toutes les parties d'elle-même".

e) Une conférence spéciale du désarmement européen ?

Le 17 mars 1968, les pays du Pacte de Varsovie lançaient l'Appel de Budapest à une Conférence paneuropéenne de sécurité et de coopération, "seule voie réaliste et seule voie autre que celle d'un dangereux affrontement militaire et de la course aux armements". Dans le domaine du désarmement, M. Harmel, qui estime nécessaire une longue et prudente préparation de la Conférence des Etats, a suggéré qu'une conférence spéciale soit consacrée à ce problème. L'idée vient d'être reprise par Moscou. Il y a deux mois à peine, le sénateur américain Mansfield a préconisé le retrait, d'initiative spontanée, d'au moins la

moitié des forces U.S.A. engagées en Europe. Le Pentagone et le S.H.A.P.E. ont réagi vigoureusement. Mais voilà qu'à deux reprises, à Berlin d'abord et surtout à Tiflis, M. Brejnev a posé des négociations directes entre l'O.T.A.N. et le Pacte de Varsovie, en vue d'une réduction équilibrée des forces et des armements en Europe. S'agit-il d'une manœuvre destinée à accélérer la convocation et la tenue de la Conférence, objet de l'Appel de Budapest, ou s'agit-il d'une tentative sérieuse de contourner l'obstacle de Berlin, en acceptant l'ajournement de cette conférence et en la remplaçant par une autre entre les deux pactes ? Il est prématuré, me semble-t-il, de répondre à la question. Une chose est certaine : la suggestion n'est pas écartée a priori par la Maison-Blanche et un porte-parole officiel a déclaré qu'elle était examinée avec attention et que des précisions allaient être demandées à Moscou. La décision d'une rencontre, à Pékin, de M. Nixon avec les dirigeants chinois renforce, à Pékin, de M. Nixon avec les dirigeants chinois pourrait s'inscrire dans la même ligne de pourparlers entre les leaders des blocs. Pour l'Europe, c'est, par certains côtés, une éventualité dangereuse, car, une fois encore, son sort serait décidé en dehors d'elle au cours de conversations exploratoires et elle serait, comme après Valta-Potsdam, mise devant le fait accompli. Déjà lors d'une réunion non officielle, à Bruxelles, en juin de cette année, de personnalités qui s'attachent à promouvoir la sécurité et la coopération européennes, un délégué yougoslave a mis en garde contre une entente entre les deux blocs comme tels où les grands tiennent le leadership et il a défendu la thèse d'une Conférence de tous les pays d'Europe sur pied d'égalité et en pleine souveraineté, sans exclure cependant la participation des U.S.A. et du Canada, au moins pour certaines questions.

III. LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Nous voilà en face des perspectives ou plus exactement des hypothèses d'avenir.

1. La conférence des Etats

L'opportunité d'une conférence des Etats pour la sécurité et la coopération européennes s'impose de plus en plus tant dans l'opinion publique que dans les milieux gouvernementaux. Les controverses sur les préalables s'atténuent et l'on ne discute plus guère sur l'antériorité à accorder soit à la mise en place d'un nouveau système de sécurité collective, soit à la dissolution des blocs militaires. Ces deux problèmes fondamentaux iront de pair et n'avanceront que par étape, que ce soit dans le cadre de la Conférence ou par d'autres voies. La Conférence présente l'immense avantage d'impliquer la participation de tous les pays d'Europe et de constituer par elle-même un essai de coopération politique. Elle pourra aussi ne pas se cantonner

dans la recherche de solution du contentieux mais porter également à son ordre du jour l'élargissement de la coopération et le désarmement. Elle ne pourra du reste se poursuivre qu'à cette condition. Mais si le principe de cette conférence est assez généralement admis, - plus de vingt pays ont répondu de manière favorable, même si la réponse positive est parfois nuancée de réserves, à la proposition de M. Kekkonen de la tenir en Finlande, - il n'est pas cependant définitivement acquis.

2. L'apui de l'opinion publique

La pression de l'opinion publique doit donc s'exercer pour la soutenir et en réclamer la préparation : ne serait-ce pas l'occasion d'y associer les peuples européens eux-mêmes, en s'efforçant d'alerter, d'informer et de mettre en branle les forces vives des diverses nations : organisations professionnelles ; partis politiques ; mouvements de jeunesse et de femmes ; monde universitaire, littéraire et artistique ; associations culturelles, etc. ?

La Conférence non gouvernementale de Vienne en novembre 1969 a été la rampe de lancement de cette mobilisation. En Belgique, un comité s'est formé sous la présidence de l'ancien Ministre M. A. De Smaele. D'autres se sont constitués en Finlande, en Autriche, en Angleterre. Des groupes de personnes travaillent dans le même sens en France, en Italie, en R.F.A. Ce sont des personnes appartenant à ces comités ou à ces groupes qui se sont réunies, fin juin à Bruxelles, avec des délégués des comités nationaux de la Paix des pays de l'Est, y compris la Yougoslavie, en vue de préparer une grande assemblée des représentants des peuples européens.

Certes, si une conférence gouvernementale est souhaitable et probable, elle se heurtera à de très sérieux obstacles, elle ne viendra pas à bout de toutes les questions ; elle recèlera même certains dangers sur lesquels nous aurons à revenir. Sur tout, elle ne suffira pas à assurer la paix en Europe et à mettre l'Europe en mesure de remplir sa mission dans le monde et sa solidarité avec les autres continents. Elle ne sera qu'une première étape, mais cette étape s'avère aujourd'hui possible et utile. Il faudra aller plus loin et il n'est pas trop tôt pour s'en préoccuper dès à présent à ce que devrait devenir progressivement une Europe sans hégémonie, fondée sur le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes et pratiquant une économie de service, une Europe à gestion démocratique des entreprises, développant un enseignement réellement populaire, une Europe générale d'une culture ouverte aux dimensions universelles et partenaire loyale et respectueuse des autres civilisations et cultures, une Europe nécessairement pacifiée et pacificatrice par toute sa politique étrangère.

3. Le grand défi

Il faut inventer et construire pour surmonter le conflit entre le monde capitaliste et le monde communiste qui ne coïncident pas rigoureusement entre l'Ouest et l'Est, mais qui n'en commandent pas moins les politiques tant d'un côté que de l'autre.

Si la coexistence pacifique ne se réduit pas à une pause entre deux guerres, mais est la traduction pratique d'une décision commune et délibérée, même non contractuelle, de renoncer à la violence armée pour régler les conflits, elle ne signifie nullement qu'il soit mis un terme à l'antagonisme entre les systèmes. Tout au contraire, la coexistence pacifique est expressément considérée par les Soviétiques comme la voie la meilleure pour l'avènement mondial du communisme. Les déclarations les plus formelles ne laissent subsister aucun doute à cet égard. Sans l'affirmer de la sorte, les U.S.A. ne sont pas davantage disposés à capituler devant le communisme, sans trop distinguer entre l'idéologie, les mouvements historiques, les régimes économiques et politiques, les gouvernements, les partis et les peuples.

Nombre de dirigeants en Europe occidentale sont généralement plus sensibles aux critiques du capitalisme, émanant de l'intérieur et appuyées par diverses formes radicales de gauche. Ils se tranquillisent volontiers en adoptant la théorie de la convergence qui est, pour d'autres, la voie de l'avenir. Selon cette théorie, capitalisme et communisme évolueront fatalement pour s'adapter à la société postindustrielle et technocratique. Cette adaptation nécessite les rapprochements l'un de l'autre et amorcera une convergence des deux systèmes et un effacement corrélatif des idéologies.

Les dogmatistes et les maximalistes, tels qu'on en rencontre en U.R.S.S., et peut-être plus encore en R.D.A., s'insurgent avec véhémence contre cette hérésie qui est une caricature de la synthèse dialectique marxiste. A la rencontre des croyants de toutes religions et confessions et sectes organisées en juin dernier, dans le cadre de l'Assemblée mondiale de la Paix, à Budapest, un chrétien Est-allemand a demandé que la théologie s'applique à démontrer la fausseté de cette théorie, car, à ses yeux si l'Evangile est en harmonie avec la visée profonde du communisme, il est radicalement incompatible avec le capitalisme, forme concrète du culte de Mammon.

4. La crainte du statu quo

Sans verser dans ce simplisme, il ne manque pas de gens, y compris des chrétiens, qui ne veulent pas davantage d'un compromis, risqué de toute conférence. Pour eux, l'avenir ne

peut être acquis au prix de concessions faites à deux régimes également réprouvés. Ils rêvent, - au sens moderne des utopies, - d'un projet de société foncièrement nouvelle et ils se méfient de tout ce qui paraît renforcer ou au moins sauvegarder les structures actuelles et les puissances en place à l'Est comme à l'Ouest. Le terme de statu quo, même appliqué aux seules réalités territoriales, suffit à les effaroucher. Ils redoutent que des accords au sommet soient utilisés comme moyens de récupération pour détourner les peuples de la révolution socialiste authentique de liberté et de solidarité. La Revue nouvelle et La gauche se sont fait, dans notre pays, l'écho de ces appréhensions qui plus ou moins confusément travaillent les jeunes générations.

5. Le réalisme de l'action

Il y a incontestablement quelque chose de fondé et d'exact dans tout cela. Pour autant, il ne faut pas bloquer les possibilités de communication, d'échange et de confrontation qu'ont ouvertes les événements en cours. Il intéresser et y engager le plus largement possible les peuples eux-mêmes, n'est-ce pas la seule manière de les mettre en mesure d'orienter, voire de modifier le mouvement de l'histoire ?

Dans un très intéressant article de Justice dans le monde, M. Jean Barrea, professeur à Louvain, montrait à propos de l'Europe des Six, comment toute vaste communauté ne s'est jamais constituée que grâce à une liaison entre facteurs politiques, économiques et sociaux, ce qu'il appelait la conjonction de la sécurité, de la prospérité et du développement de valeurs caractéristiques. C'est sans doute ce dernier point qui réclamera les plus sérieux efforts des Européens, pour retrouver dans leurs traditions chrétiennes et humanistes le sens de l'homme, de la société et de l'histoire et pour forger les modes d'expression concrets et efficaces en fonction des aspirations et des besoins de notre temps.

CONCLUSIONS

Parvenu ainsi à la frontière de l'exposé doctrinal, il ne reste qu'à tirer quelques brèves conclusions d'ordre méthodologique.

L'interconnexion des événements mondiaux fait de toute question internationale de quelque importance un échec ou un succès où tout tient à tout. D'où :

1. La nécessité, au point de vue méthodologique, de procéder à une analyse sérieuse, pour peu que l'on veuille ou que l'on doive être en mesure de porter un jugement personnel.

Certes, tous les prétextes ne sont pas également appelés, par les exigences de leur ministère ou par vocation propre, à pénétrer de la même manière toutes les questions. En politique, tant intérieure qu'étrangère, beaucoup pourront se contenter d'une vue plus globale et superficielle des choses; ils ne seront pas astreints à se livrer à un travail continu d'information et de réflexion; ils se borneront à profiter des occasions pour se donner une idée générale des situations et des courants actuels.

Mais quiconque prend un engagement ou même plus simplement veut soutenir et animer, de manière efficace, des engagements politiques est amené à étudier, - au sens plus précis du terme, - l'histoire qui se fait ou plus exactement qu'il s'agit de faire. Comment vivre et témoigner de sa foi dans l'action politique sans s'efforcer de mener celle-ci correctement au niveau des réalités telles qu'elles sont objectivement ? Une relecture évangélique doit s'intégrer dans une lecture, aussi exacte que possible, du cours des événements et un réel service du monde, quelles que soient ses motivations de foi et de charité, ne peut faire l'économie des disciplines de la pensée et de l'action. Selon le niveau des responsabilités assumées s'impose l'obligation morale, proportionnellement grave, d'entreprendre et de poursuivre sans cesse une analyse de plus en plus rigoureuse.

2. Analyser, c'est, pour le physicien, isoler les facteurs intervenant dans un phénomène; pour le chimiste, décomposer un corps en éléments simples; pour l'algébiste, dégager la valeur d'une inconnue de tout un système d'équations; d'une manière plus générale, c'est examiner les uns après les autres, mais en fonction des autres, les multiples et diverses données d'un problème; familièrement, c'est s'appliquer à débrouiller l'écheveau. Il faut donc commencer par un bout : choisir une question, ou mieux encore retenir une question que l'action elle-même nous pose au coeur de nos engagements, par exemple les tensions en Europe. Ce pourrait être aussi le conflit du Moyen-Orient, les luttes de libération nationale en Amérique du Sud, le colonialisme dans les territoires portugais d'outre-mer, la guerre dans le Sud-Est asiatique, l'apartheid en Afrique du Sud, les deux Chines, et ainsi de suite.

Il est clair en effet que vouloir se tenir au courant de tout en politique internationale est un leurre, surtout pour un prêtre dont l'attention et le temps sont également requis par d'autres tâches : il faut donc, parmi les différents problèmes, en retenir un qui fera, de manière privilégiée, l'objet de l'analyse.

De premier choix fait, il s'imposera d'aller plus loin encore et d'en isoler un premier élément important. Cela revient, selon l'image de l'écheveau, à saisir un fil, le suivre à travers la pelote, le démailler des noeuds et ne pas le lâcher, tout

deux des six, parfois même de l'O.T.A.N. Pour la première fois viennent d'être signés à Bruxelles des accords entre l'U.R.S.S. et les trois du Pacte, le précurseur des organisations économiques européennes. L'Italie avec Fiat et la France avec Renault se sont engagées dans une coopération économique avec l'U.R.S.S.

Les promoteurs de la coopération européenne mettent l'accent sur les grands objectifs internationaux de l'heure : l'énergie, l'eau, la recherche scientifique, l'explosion démographique, l'éducation permanente, l'environnement, le développement cancéreux, comme dit Ricoeur, de la technique.

Tous ceux qui sont préoccupés de la justice dans le monde rappellent que le vrai sens de la coopération européenne doit être la promotion de tous les hommes et de tous les peuples, non comme une exigence de surcroît, mais comme dimension nécessaire et finale même de la croissance économique. Il est indispensable et urgent de faire reculer la courte du déséquilibre entre les pays de surconsommation et les peuples dominés et exploités. Les deux Europe portent des responsabilités communes à cet égard.

4. Le désarmement

Car, dans cette perspective, la coopération est indissolublement liée au désarmement. Celui-ci, tout comme celle-là, ne peut être confiné à notre seul continent; mais ni l'une ni l'autre ne peuvent s'étendre au globe tout entier qu'en se déployant aussi, - si pas d'abord, - en Europe. D'autant plus qu'en raison des liens historiques d'ordre politique et militaire, les U.S.A. et le Canada ne peuvent être dissociés de l'Europe. Les pays de l'Est l'ont reconnu en parlant moins qu'autrefois de Conférence paneuropéenne et en parlant davantage de Conférence intergouvernementale pour la sécurité et la coopération européennes et en admettant que les U.S.A. et le Canada ne peuvent en être exclus. Or, l'O.T.A.N. et le Pacte de Varsovie interviennent à concurrence de près de 90 % dans les dépenses militaires mondiales qui ne sont pas loin d'atteindre 200 milliards de dollars par an. La mesure deviendra-t-elle enfin le commencement de la sagesse ?

a) Les plans Rapacki-Gomulka

Il y a une dizaine d'années déjà, peu après qu'à la guerre froide eut succédé la coexistence pacifique, plusieurs propositions de désengagement furent lancées. La principale est connue sous le nom de Plan Rapacki. Il prévoyait que si les deux Allemagnes consentaient à l'interdiction de production et de dépôts d'armes nucléaires sur leurs territoires, la Pologne appuierait la même mesure. Ce projet de démocratisation fut étendu ensuite à la Tchécoslovaquie et à une réduction simulta-

née des armements conventionnels. L'initiative était prématurée. Aussi le plan Gomulka, qui remplaça le plan Rapacki, était, dans une certaine mesure, en retrait, car il ne portait plus que sur la gel des armes atomiques. La question délicate du contrôle fut la pierre d'achoppement de ces plans; peut-être même fut-il surtout le prétexte qui couvrait la méfiance et le manque de volonté effective d'entrer dans la voie du désarmement.

b) L'incidence des traités internationaux

Au plan mondial cependant, des traités successifs aboutirent finalement, dans une assez large mesure, d'une part, à l'interdiction des expériences nucléaires, autres que souterraines et, d'autre part, à la non-prolifération des armes atomiques et à la renonciation aux armes bactériologiques et chimiques. Plusieurs Etats dont la France, la Chine et la Suède, n'y ont néanmoins pas adhéré; elles font valoir que ces mesures concerneraient le maintien de la suprématie des deux supergrands.

La Commission de l'O.N.U. pour le désarmement poursuit à Genève ses travaux sans grand résultat et l'Union s'efforce de les réactiver en lançant une année de désarmement en vue de sensibiliser et de mobiliser l'opinion publique mondiale.

Par ailleurs, les conversations Salt sur les A.B.M., - rideau protecteur de missiles antimissiles dont le coût prodigieux fait hésiter les U.S.A. autant que l'U.R.S.S., - après avoir longtemps traîné de Vienne à Helsinki, paraissent, ces dernières semaines, prendre une orientation plus heureuse et plus efficace.

c) Une tentative belge-polonaise

Au plan européen, grâce à l'action obstinée de M. Colot, le premier ambassadeur belge de la paix, la Pologne et la Belgique avaient étudié une formule de réduction simultanée de leurs budgets militaires sans entrer dans les questions de stratégie (armements interdits ou gelés; type de forces qui seraient limitées ou réduites, etc.). L'idée n'était pas exclue d'affecter les sommes libérées à une action bilatérale ou à un fonds international en faveur du Tiers-Monde. L'affaire tchécoslovaque a mis fin aux négociations; certains indices permettent de penser qu'elles furent simplement suspendues et qu'elles sont à la veille d'une reprise. Quel qu'il en soit de cette initiative dont le rôle était de servir d'incitant et qui est peut-être dépassée, le désarmement constituera l'un des points les plus décisifs d'une éventuelle Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, car celle-ci ne réussira que dans la mesure où elle aboutira à remplacer la politique des blocs militaires antagonistes par un système autre de sécurité permettant de développer la coopération. Or, cette fois, le moment paraît favorable.

en observant et en relevant au passage les ramifications auxquelles on sera ramené, car le fil y repassera. Ainsi, par exemple, pour l'Europe, les rapports entre la R.F.A. et la R.D.A., la question de Berlin, l'affaire de Tchécoslovaquie, la politique européenne de la Belgique, l'évolution de l'O.T.A.N., etc.

3. Pareil isolement d'une donnée n'est évidemment qu'un procédé analytique. Un temps viendra, - pas trop tôt cependant, - où il faudra revenir aux noeuds, opérer des recoupements, retrouver les connexions, et pour cela, emprunter une autre piste, saisir un autre fil que le premier fil suivi à fait rencontrer. De manière plus concrète, en reprenant l'exemple de l'Europe : restituer la Tchécoslovaquie dans le camp socialiste et remonter au Pacte de Varsovie, ce qui conduira à l'examen de la politique soviétique et aux particularités des diverses démocraties populaires ou encore, si l'on est parti de l'Alliance Atlantique, étudier les autres organisations de l'Europe occidentale où sont partenaires des pays neutres et non alignés; de même, la question des deux Allemagnes est liée à la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse et des relations avec la Pologne et les autres Etats de l'Europe centrale. De toute manière, on arrivera à l'affrontement des deux grands meneurs de jeu, et on débouchera sur la politique mondiale.

Ainsi s'ébauchera le rassemblement des pièces qui s'ajustent dans le puzzle et s'opèrera la saisie d'un premier ensemble. Ne jamais oublier toutefois qu'il n'est de synthèse valable que moyennant une analyse suffisante et que les premières synthèses doivent toujours être considérées comme provisoires, voire comme de simples hypothèses de travail à vérifier par un retour aux faits et donc par une nouvelle analyse ou une contre-analyse, en se plaçant au point de vue de l'autre partenaire dès qu'il s'agit d'un conflit.

4. Rien n'empêche, - au contraire, il est même souvent opportun, - de partir d'une synthèse déjà faite, comme première base de documentation. En tout état de cause, il sera nécessaire d'y avoir recours à un moment donné, pour la raison déjà évoquée de l'impossibilité de tout analyser soi-même.

L'important est alors de bien choisir cette synthèse, en consultant des spécialistes auxquels nous estimons pouvoir faire confiance. Même si celle-ci est fondée, il y a lieu de tenir compte des points de vue qui ont présidé à l'élaboration de la synthèse utilisée et des tendances de son auteur. Il est indispensable aussi, surtout en ce qui concerne les conclusions qui clôturent les synthèses, de prendre en considération leur date. L'actualité est toujours au-delà des études, même les plus récentes. Ce retard qui s'accroît sans cesse en raison de l'accélération dans le temps affecte davantage les livres que les revues, et davantage les revues que les journaux.

Par contre, ceux-ci livrent au jour le jour (quotidien) ou de semaine en semaine (hebdomadaire) des données brutes, à peu près sans critique; les revues présentent généralement sous forme d'articles, des vues partiellement synthétiques; les livres, quand ils sont bien faits, peuvent donner une vision d'ensemble fondée sur des commentaires et des interprétations, avec ce que cela comporte d'avantages et d'inconvénients. Pratiquement, deux ou trois bons livres sont indispensables pour se donner un arrière-fond historique et suggérer assez rapidement quelques hypothèses de travail.

Pour l'information proprement dite, le recours aux revues s'impose; elle s'impose d'autant plus que l'on n'est pas en mesure de suivre l'actualité au jour le jour. Parmi les revues, dans la perspective de l'analyse des situations internationales, il y a d'une part les revues d'intérêt général qui sont facilement à notre portée : la Revue nouvelle, Synthèses, Les Etudes, la Revue générale, la Revue des deux mondes, Esprit, Projet, les I.C.I. (à la frontière des hebdomadaires)... et, d'autre part, les revues spécialisées dans la présentation des événements politiques, ainsi le bulletin C.E.D.A.P., les Bulletins de Pax Christi belges et français, Artisans de paix (organe du M.C.P.), Justice dans le monde, Nouvelles perspectives (publiées par le Conseil Mondial de la Paix), Echo d'Allemagne (R.D.A.), la Tribune d'Allemagne (R.F.A.), le Monde hebdomadaire, etc.

Les grandes revues fournissent régulièrement des tables analytiques qui constituent un instrument de travail indispensable pour combler un vide dans la documentation. Les éphémérides du bulletin C.E.D.A.P. permettent de construire assez aisément un tableau chronologique des événements depuis 1966. Un tel tableau est pour l'histoire récente ce que sont les cartes pour la géographie : outils de localisation dans l'espace et le temps.

5. Dès que l'on a recours à de la documentation, les règles de la critique externe et interne sont de rigueur. En particulier, l'analyse des sources est requise dans l'utilisation des nouvelles qui nous parviennent par les moyens modernes de communication de masse : presse quotidienne, et hebdomadaire, radio, T.V., films documentaires. Les documents-souche sont généralement les communications des agences de presse, ils seront demain de plus en plus traités par les techniques de l'information, ce qui compliquera l'application des règles de la critique, en raison d'un anonymat plus radical et de l'intervention de programmes préétablis.

A notre niveau, il convient de nous souvenir que la plupart de nos journaux parlés, écrits et télévisés, sont alimentés en ordre principal par les grandes agences occidentales : Associated Press, A.F.P., Reuter, Havas, Belga, Ansa, et que ces ori-

Gines sont assez rarement notées. Lorsqu'il s'agit de l'ass, No-votry, A.D.N., Tayoung, il en est régulièrement fait mention.

Ce qui s'est passé à propos du Bangla Desh, le Pakistan oriental, est significatif : les premières nouvelles nous sont venues par l'Agence indienne de presse et chaque fois, sous une forme ou sous une autre, la source P.T.I. était signalée. Plus tard, les agences américaines et anglaises ont repris le relais et l'indication de la provenance a disparu, sauf à nouveau pour P.T.I.

A l'égard de la radio et de la T.V., il faut apprendre à distinguer la R.T.B., plus neutre dans ses journaux et comprenant par des émissions engagées (Face à Face; Contraste; etc.), les postes officiels français encore souvent inspirés par le Quai d'Orsay, les postes commercialisés, que l'on considère plus libres mais qui sont soumis à certains intérêts privés.

La critique externe des films documentaires est plus aisée, car ils sont habituellement diffusés par des ambassades, des mouvements à tendance marquée, des sociétés productrices dont les caractéristiques et les réalisateurs sont connus.

6. Les communiqués officiels émanant des Ministères ne sont pas à confondre avec ceux des agences de presse, même quand ils nous parviennent par celles-ci. Formellement ce ne sont plus des nouvelles, mais des appréciations. Elles sont évidemment fonction du public auquel elles sont destinées. Un porte-parole ne s'exprime pas de la même manière quand il s'adresse à la presse, que le ministre quand il répond à une interpellation ou qu'il s'explique en commission des chambres.

Le plénipotentiaire recourt davantage encore au langage diplomatique dans les réunions internationales et le discerne-ment des nuances, des allusions, des sous-entendus, des bal-lons d'essai réclament une plus grande attention. Ce sont les subtiles différences que nous avons rencontrées au cours de l'exposé, entre "condition préalable", "test de crédibilité", "bande d'essai", etc.

Les circonstances dans lesquelles les déclarations sont faites ont aussi leur importance : M. Brejnev, par exemple, s'est sur le même sujet de Berlin, exprimé différemment, à quel-ques jours de distance, au Congrès du Parti communiste Est-al-lemand et à Tiflis en Géorgie, où il fallait dissiper un cer-tain malaise intérieur. M. Nixon en fait autant pour annoncer son prochain voyage à Pékin.

Les revues de presse sont intéressantes, lorsqu'elles sont l'oeuvre d'observateurs compétents : celles de Gérard Loquet et à la R.T.B. méritent de retenir l'attention; de même celles d'

Alain Van den Abele à la radio, le dimanche matin, surtout pour la politique belge.

7. Enfin, pour qui veut pénétrer vraiment l'événement, rien ne remplace la prise de contact direct sur place, surtout si la possibilité est offerte de rencontrer à la fois l'homme de la rue et certains dirigeants représentant des milieux différents. Les rencontres internationales, grâce aux conversations de cou-loir et parfois de coulisse (comités de rédaction de conclu-sions, par exemple) présentent ces mêmes avantages pour tout un ensemble de pays à la fois. Mais pour en tirer judicieuse-ment parti, il est nécessaire d'être déjà au courant des prin-cipales questions en cause.

L'analyse des situations internationales est une oeuvre de longue patience et de tenace persévérance tout autant que de bonne méthode et de stricte discipline. L'enjeu en vaut le prix : l'avenir du monde, le sort des hommes, l'avènement sur cette terre du Royaume de Dieu, de sa vérité, de sa liberté, de sa justice et de sa paix.

Raymond GOOR

Facteurs influant le coût de la construction (1)

FACTEURS FAISANT VARIER LE PRIX AU M2 CONSTRUIT

Ce groupe de facteurs contient un nombre d'éléments très variés dont certains sont très capricieux et dérangeants. Ainsi la conjoncture peut changer très brusquement dans le temps et les conditions locales tout aussi brusquement dans l'espace.

D'autres ouvriront de nouveau des perspectives sur l'ave-nir de la construction, la durée de vie des matériaux et il se posera la question de savoir s'il est plus rentable d'investir beaucoup et de construire pour "l'éternité" ou s'il vaut mieux dépenser moins et renouveler à moyen terme voire, même à brève échéance.

(1) Voir première partie dans "Dialogue" de novembre 71.

En général on peut observer que le prix au m² construit évolue d'une façon directement proportionnelle au standing et à la durabilité voulus ou possibles, et inversement proportionnelle à la compétence de tous ceux qui sont impliqués dans la construction. Un examen des divers facteurs cités au début de ces considérations permet facilement de vérifier ces constatations.

a) Le genre de plan ou la compétence de son auteur

Ce premier facteur est de nouveau une preuve de la complexité du problème car à lui seul il contient déjà des éléments influençant tous les autres. Un bon plan peut être définitivement la solution tenant compte de tous les facteurs dans un cas bien précis de telle façon qu'il y ait un maximum d'avantages et un minimum d'inconvénients (voulus et connus) pour une somme aussi réduite que possible.

Malgré cette complexité il vaut mieux montrer en quoi ce facteur-ci se distingue des autres. Ainsi le choix des matériaux a une influence certaine sur le genre de plan de même que les conditions climatiques du lieu. Du fait même, ils ont une influence sur le coût de la construction. Mais nous n'allons pas envisager en ce moment que sous l'aspect de leur exploitation rationnelle et compétente dans le plan.

La compétence de l'auteur du plan a déjà été citée comme élément pouvant faire varier le nombre de m² construits. Elle revient maintenant encore pour influencer le prix au m². Seulement ce n'est pas la même compétence, même si c'est le même auteur de plan. Il est parfaitement possible qu'un plan rationnel du point de vue agencement de l'ensemble (où il n'y a donc aucun m² inutile) coûte anormalement cher à l'exécution à cause de complications techniques peu habituelles. Ceci illustre très clairement que la compétence de l'auteur du plan est à niveaux multiples. La compétence visée dans ce paragraphe est une compétence technologique qui se reflète déjà dans le plan et qui se révèle en général lors de la remise de prix des entrepreneurs.

Concrètement parlant, les critères pour ce facteur sont : le choix des matériaux, la résistance des structures, la suite logique des travaux, le degré de simplicité des solutions techniques, l'utilisation rationnelle de la main-d'œuvre, la connaissance des considérations locales. Combien de fois ne rencontre-t-on pas des éléments de construction faisant double emploi ou surdimensionnés. D'une charpente et d'un mur accolé, l'un des deux a été payé inutilement. Murs de fondations trop épais, poutres ou linteaux trop hauts ou trop armés sont des cas de surdimensionnements coûteux.

Des toitures à pans multiples se coupant mutuellement dans tous les sens et si possible encore percées d'une cheminée ou

l'autre, ou bien encore deux dépassants successifs de toiture se rapprochant par endroit au point de ne plus pouvoir y travailler, sont des exemples de solutions techniques trop compliquées pour ne pas hausser le prix au m².

L'influence de la compétence technique de l'auteur du plan sur le prix au m² construit apparaît donc très clairement. Pour l'ensemble de tout un pays les sommes payées à cause d'un manque de compétence peuvent prendre des proportions surprenantes. Le sens de cette influence est très net également : le coût au m² construit baisse dans la mesure où la compétence de l'auteur du plan augmente.

b) Matériaux choisis

Au point précédent, nous avons vu que les matériaux mal choisis font augmenter le prix au m² et nous avons dit qu'il valait mieux imputer ce phénomène au genre de plan.

Il reste cependant deux cas d'augmentation de prix au m² dus aux matériaux choisis : leur durabilité et leur luxe. Souvent, mais pas toujours, les deux sont liés. Ce fait fort répandu a contribué au mythe qui veut que la durabilité seule est déjà du luxe. Elle est chère, c'est bien entendu, mais elle n'est pas nécessairement du luxe et le luxe est loin d'avoir comme seule critère la durabilité. La durabilité soulève en outre à nouveau le problème du coût de la construction dans le temps.

Parlons d'abord du luxe et essayons de voir en quoi il peut être différent de la durabilité. Pour cela prenons un cas concret : un madrier en bois. La durabilité de ce madrier ne varie pas du tout qu'il soit seulement équarri, solé, raboté, mouluré ou sculpté. Pourtant ces étapes de plus en plus coûteuses sont également des gradations de luxe dans l'aspect de ce madrier. Cette gradation de luxe peut continuer par le choix d'essences de bois de plus en plus rares (sans que pour autant la durabilité ou la solidité de ces bois s'améliore). Il en va de même à peu près de tous les éléments de construction. Le degré de luxe se reconnaît à la rareté du matériau ou des pièces et aux améliorations d'aspect qu'ils ont subies. Tous ces degrés sont toujours la cause directe d'une augmentation du coût au m² construit. Répétons que le luxe des matériaux ne rend pas les maisons plus solides ou plus durables; il est uniquement un indice du niveau économique et parfois, en plus aussi, du niveau culturel de ses occupants.

Par contre, il y a des matériaux qui résistent d'une façon fort différente à l'usure du temps et c'est ceux-là qui posent le plus grand problème de comparaison entre plusieurs maisons. Au début de l'article, nous avons déjà vu qu'une comparaison rigoureuse n'est possible que "post mortem", mais cela ne console guère celui qui se trouve affronté au choix des matériaux.

Observons l'effet du temps sur une construction. Tout d'abord tout ce qui se trouve à l'intérieur ne subit les attaques des intempéries que quand l'enveloppe est ouverte. Donc là, il ne faut compter que sur les suites de l'utilisation normale qui n'a guère d'importance qu'aux endroits d'utilisation préférentielle (par exemple : les portes les plus fréquentées) et sur le vieillissement normal des matériaux qui est en général très lent.

Ensuite, il y a l'enveloppe extérieure qui est exposée à toutes les attaques des intempéries et qui sert en bonne partie à protéger tout l'intérieur des ravages de ces intempéries. Celles-ci se composent principalement de la pluie, du vent et du soleil. Un des processus les plus courants est le suivant : les variations de température à la surface (allant même au Rwanda jusqu'à des écarts de 60° en 24 heures) provoquent des dilatations et retraites incessants de la matière qui s'effrite, le vent et la pluie "évacuent" les particules qui se détachent et l'"érosion" du bâtiment a commencé. Un autre processus est la dissolution chimique des éléments. Tous les processus de décomposition et d'érosion combinés constituent l'usure.

Cependant l'usure n'est pas uniforme sur toute la surface extérieure. L'expérience prouve que la carcasse en maçonnerie est très résistante mais que, par contre, les ouvertures résistent moins bien. Les cadres des portes et fenêtres, surtout leurs parties inférieures, pourrissent ou se corrodent à des vitesses dépendant du matériau choisi et leur remplissage de verre, d'une résistance inégalable aux intempéries, est malheureusement très fragile.

Il est très difficile de tenir compte de cette usure différentielle d'autant plus qu'elle passe presque toujours par une décomposition rapide de la surface et que si on arrive à protéger ou à renouveler cette surface le corps du matériau garde sa résistance presque indéfiniment. C'est notamment le cas pour le bois et le fer. Une couche de peinture bien entretenue et régulièrement renouvelée leur conserve une durée de vie quasi illimitée. Le plomb, le zinc, le cuivre et l'aluminium n'ont pas besoin de peinture. Leur première couche d'oxyde est imperméable à l'air et l'eau et en somme ils s'autoprotègent.

Mais eux aussi au bout de $\pm$ 30 ans "vieillissent" en général en perdant leur souplesse et en devenant cassants, ce qui les rend vulnérables, surtout quand ils se trouvent à proximité de travaux d'entretien ou de réparation.

Au Rwanda en particulier, il y a moyen de faire des économies considérables à la construction avec des prévisions de coût d'entretien très raisonnables, en utilisant notamment des blocs

en terre sèche pour les murs, du bois pour toutes les portes, fenêtres et charpentes et des tiges ou demi-tiges de végétaux pour les pifonds. Dans tous ces cas, si les surfaces extérieures de ces matériaux sont protégées des intempéries, et leur intérieur des insectes nuisibles, leur durée de vie garantie peut facilement atteindre deux générations. Par contre, ces mêmes matériaux non-protégés auront des difficultés à survivre dix ans. Deux difficultés empêchent l'application généralisée de ces solutions. La première est d'ordre psychologique : il y a une espèce de répugnance à utiliser des matériaux bon-marché d'après le dicton souvent fallacieux qui veut que ce qui n'est pas cher ne vaut rien.

Il y a un autre phénomène qui se produit et qui est un héritage de coutumes et de façons de penser européennes : alors que tout objet ou produit est librement échangeable ou monnayable entre individus, la maison fait une exception remarquable - elle est le seul objet qu'on ne peut pas vendre sans l'intervention d'un notaire. C'est superbement absurde mais c'est ainsi. Toute cette solennité a pour conséquence que, pour beaucoup, une maison prend une signification symbolique qui la soustrait à un raisonnement normal et sain. De simple objet de consommation, elle devient signe de standing, de puissance et d'orgueil. A partir de ce moment, le choix des matériaux n'est plus soumis à des critères d'économie ou de résistance mais aux préjugés sociaux du moment.

La manie de la durabilité à tout prix est un phénomène récent et également d'origine européenne. Les seuls qui, dans le temps, pouvaient se payer des maisons durables étaient les grands seigneurs et quelques riches. Vers le début du siècle (en Europe), la majorité de la population s'est vue économiquement capable d'utiliser les matériaux dominant aux maisons une durée de vie d'un siècle ou même plus, du moins en ce qui concerne la carcasse. C'était le délire, tout le monde voulait enfin construire pour ses enfants et ses petits-enfants jusqu'à la dixième génération. La déception a été grande, car le progrès qui avait permis ce petit miracle a été en même temps la pierre d'achoppement de ce raisonnement et actuellement, les descendants (parfois même directs) de cette génération doivent payer cher la transformation ou la démolition de la maison de leurs pères parce qu'elle ne convient plus aux façons de vivre de nos jours. Elle est devenue un obstacle "dur" et "durable" au progrès.

Il faut donc bien réfléchir avant de choisir les matériaux. Une durée de vie accrue de la maison n'est pas nécessairement un avantage : bien au contraire; dans certains cas, c'est un handicap sérieux. Tant que la manière de vivre et d'habiter se trouve dans un stade de transition et n'a pas trouvé de forme

stable, il n'est pas recommandable de construire avec des matériaux trop durables.

Dans ce domaine, on constate dans les régions rurales du pays, une sagesse exemplaire. Par contre dans les centres urbains et surtout dans les milieux plus aisés, on assiste à une fringale du "dur" qui relève beaucoup moins d'un calcul économique que de motifs psychologiques.

En résumé, la durabilité des matériaux est proportionnelle à l'augmentation du coût au m² construit. Dans ces considérations, il ne faut cependant pas oublier le rôle très important joué par l'entretien (surtout des surfaces) d'un certain nombre de matériaux. En d'autres termes, il faut tempérer le prix de ces postes, soit par une durée de vie très restreinte, s'il n'y a pas d'entretien, soit par des frais d'entretien nécessaires ultérieurement. En général, le choix d'un matériel plus durable et plus coûteux au départ est plus économique qu'un matériel moins durable qu'on n'entretient pas et qu'on remplace quand il est dégradé, mais moins économique que ce même matériel mais régulièrement entretenu (d'ailleurs dans ce cas, il atteint normalement la même durée de vie).

c) L'équipement et le mobilier de la maison

L'équipement de la maison est directement lié au nombre de fonctions exercées et à l'aisance accordée à l'exercice de celles-ci. Pratiquement, chaque fonction a besoin d'un équipement et ou d'un mobilier bien déterminés. En d'autres termes, plus on prévoit de fonctions dans une maison, plus on doit prévoir d'équipement et de mobilier; et plus on recherche d'aisance dans l'exercice de ces fonctions, plus cet équipement doit être perfectionné.

L'importance de l'équipement et du mobilier dans le prix d'une maison est énorme. En moyenne, ces deux postes accaparent la moitié de ce prix. Quand l'équipement est rudimentaire ou même inexistant, cette part est évidemment moins importante, mais dès que le luxe et le perfectionnement s'en mêlent, ces deux postes peuvent tout aussi bien aller jusqu'à deux fois la construction à proprement parler.

Il existe des cas où l'équipement dans la maison même est inexistant et les habitants en sont réduits à se rabattre sur celui d'un voisin ou sur un équipement communautaire. Puis, commence le simple robinet et la lampe unique et on passe par des gradations ininterrompues jusqu'à la salle de bain par occupant, les doubles cuisines et offices, les portes qui s'ouvrent automatiquement, l'éclairage extérieur commandé par cellule, la climatisation complète, etc...

L'influence de ce facteur est peut-être une des plus manifestes et des plus incontestées. Il est bien entendu que le coût au m² construit est directement proportionnel à l'équipement et au mobilier et cela tout d'abord dans la mesure où il est plus complet et plus perfectionné et ensuite dans la mesure où il est plus luxueux.

d) Le degré de standardisation et de préfabrication des éléments

Ce facteur est de nouveau une question de compétence mais pas tellement de l'auteur du projet que de tous ceux qui sont impliqués dans l'industrie du bâtiment. En même temps, c'est une question économique, car tant que les marges bénéficiaires dans le bâtiment restent ce qu'elles sont, il n'y a aucun stimulant pour que l'industrie du bâtiment fasse un progrès essentiel vers une amélioration de la situation.

L'industrie du bâtiment est la plus rétrograde de notre siècle. Depuis la tête jusqu'à la base, rien ne pousse à la modernisation du système. Les honoraires des architectes sont directement proportionnels au coût de la construction et les ingénieurs sont payés au prorata du poids des structures qu'ils calculent. Qui dans ces conditions a un intérêt à ce que les prix baissent ? La recherche scientifique dans le domaine de la construction est quasi nulle. Les fabricants de matériaux et d'éléments de construction et les entrepreneurs gagnent bien leur vie dans le système actuel et font tout pour que cela dure. Au niveau de la main-d'œuvre, standardisation, mécanisation et préfabrication sont craintes comme une perte d'emploi pour les plus spécialisés (et par conséquent les plus coûteux). Et chez ceux qui sont destinés à occuper les maisons, on maintient soigneusement ces mêmes noms comme synonymes de monotonie, d'horreur technique froide et impersonnelle et de déshumanisation. Résultat : les braves gens de par le monde paient les hausses successives des prix de la construction sans broncher, car il faut bien se loger, n'est-ce pas ?

Ces remarques visent un état idéal des choses qui est encore fort loin de se réaliser. Mais déjà sur un seul chantier, on peut sentir les effets bienfaisants de la standardisation et de la préfabrication, aussi bien dans le domaine de la diminution des prix unitaires que dans la réduction des délais de construction (autre facteur qui intervient dans l'appréciation du coût de la construction quand il s'agit de reloger des gens qui paient trop cher pour leur logis actuel).

Ces avantages augmentent avec le volume de la série et une fois qu'on arrive dans les toutes grandes séries (plus de 100.000) avec des éléments combinables, on peut facilement garantir que, sur l'ensemble, il n'y ait pas deux maisons identiques tout en maintenant les avantages de la préfabrication.

C'est seulement à ce stade que l'influence des méthodes modernes peut avoir une influence sensible sur le coût au m² construit. En attendant, l'influence reste marginale. Retenons donc que plus la standardisation et la préfabrication sont poussées, plus le prix au m² et les délais d'exécution diminuent. Cette diminution n'est cependant rapide qu'au début et de nouveau à la toute grande série (avec encore quelques petits paliers brusques entre les deux).

e) Le degré de qualification de la main-d'œuvre

Ici aussi la compétence est le critère essentiel, mais cette fois-ci pour les exécutants sur le chantier. L'entrepreneur, consciemment ou inconsciemment, tient compte de ce facteur dans ses prix. Le manque de qualification se traduit en général par un excès de matériaux utilisés, une usure anormale du matériel et un temps prolongé à l'exécution.

Les méthodes de travail employées jouent également un rôle et c'est ici qu'il y a une interférence avec le point précédent. La méthode traditionnelle de construction demande un grand nombre d'ouvriers qualifiés dont chacun devrait être capable d'effectuer tout un ensemble d'opérations qui se tiennent et se conditionnent mutuellement en vue d'une exécution correcte et complète du travail. Dans le cas d'une productivité optimale, le nombre d'aides non-qualifiés peut être extrêmement faible. La formation de ces ouvriers qualifiés est longue et coûteuse, qu'elle passe par des écoles artisanales ou par l'apprentissage à pied d'œuvre.

La standardisation, la préfabrication et la mécanisation, par contre, tirent une de leurs sources d'économie du fait qu'il suffit sur le chantier de très peu d'éléments qualifiés accompagnés d'une bonne équipe de manœuvres qui, en dehors de la connaissance d'une procédure très brève et simple, n'ont besoin d'aucune autre spécialisation ou formation. Inculquer une telle procédure prend quelques heures d'exposés, un jour ou deux d'exercice et une semaine ou deux d'expérience au sein d'une équipe déjà constituée et le plein rendement ne dépend plus que de la bonne volonté de l'intéressé.

Il y a donc une double appréciation à faire pour ce facteur : il est clair qu'avec une qualification croissante, on arrive à faire baisser le coût au m² construit; mais il est tout aussi clair qu'on peut arriver à augmenter rapidement la qualification en choisissant des méthodes plus modernes qui n'exigent pas la durée de formation très longue et onéreuse des méthodes traditionnelles.

f) La conjoncture

La conjoncture est l'ensemble des particularités dans le temps que peut rencontrer la construction d'une maison. La facilité ou la difficulté momentanée de trouver des matériaux, de la main-d'œuvre et des capitaux sont les éléments constitutifs de la conjoncture. Elle peut changer très brusquement et c'est l'opportunité d'une variation positive qui fait que parfois l'un ou l'autre fait une exceptionnellement bonne affaire. L'opportunité d'une variation négative provoque évidemment le contraire.

Il est difficile de prévoir avec précision quelle allure la conjoncture peut prendre. Néanmoins, on peut constater des tendances de celle-ci; et si aucun événement brusque et imprévu ne vient interrompre le cours des événements, ces tendances montantes ou descendantes sont relativement cycliques; mais il est rare que les trois éléments se combinent tous dans le même sens.

L'abondance de matériaux et de main-d'œuvre se traduit toujours par une diminution de prix. Le rôle des capitaux est nettement plus ambigu et dépend en bonne partie de l'endroit où ils sont disponibles, chez l'entrepreneur ou chez son client.

g) Les conditions locales

Par conditions locales, il faut comprendre les particularités plus ou moins permanentes propres à chaque endroit, pris dans un sens très restreint. Ces conditions sont des plus variées. Le climat peut poser par endroits des exigences supplémentaires. La géologie, aussi bien en ce qui regarde la portance du sol qu'en ce qui regarde la proximité ou l'éloignement de carrières, peut avoir une influence sensible sur le prix. L'altitude codétermine le rendement et de la main-d'œuvre et des machines. La présence et l'état des routes, la possibilité de formation de la main-d'œuvre, les moyens de trouver du matériel et les difficultés d'approvisionnement en matériaux de tout genre sont autant d'éléments qui déterminent ces conditions locales. Il serait vain d'énumérer dans quel sens va l'influence de ces divers éléments; en général, ils parlent d'eux-mêmes. Y avoir pensé lors de l'élaboration des plans est un signe de compétence de l'auteur des plans; en avoir tenu compte dans ses calculs est parfois une question de survie économique pour l'entrepreneur. Pour ne citer qu'un seul exemple de surprise que peuvent réserver les conditions locales : il y a des endroits où l'eau, pourtant absolument nécessaire pour la plupart des constructions, revient à plus de 200 francs le m³, du moins en saison sèche.

h) Le nombre de m2 construits

Il est évidemment inutile de reprendre ici l'exposé du premier groupe de facteurs qui font varier le nombre de m2 construits. Rappelons seulement très brièvement ces facteurs au nombre de quatre : la dimension de la famille - le nombre de fonctions - le degré d'aisance dans l'exercice de ces fonctions - la conception d'ensemble du plan.

De même, rappelons l'influence de l'augmentation de m2 construits sur le prix au m2 : à très peu d'exceptions près, l'augmentation en m2 construits entraîne une diminution du prix au m2 construit pour la bonne raison qu'il s'agit en général d'une augmentation de m2 "vides".

CONCLUSIONS

SUR LES FACTEURS FAISANT VARIER LE COUT AU METRE CARRE CONSTRUIT

On peut classer ces facteurs en trois catégories :

Le groupe compétence professionnelle a), d), e).

Le groupe socio-économique b) et c).

Le groupe aléas du lieu et du temps f) et g).

Sous h) le facteur-conception d'ensemble du plan est à rattacher au premier groupe et les trois autres au deuxième groupe.

Ceci nous permet de clarifier un peu les idées, car de cette façon nous en arrivons à grouper en trois catégories tous les facteurs qui déterminent le coût global d'une maison. Les responsabilités respectives de tous les participants commencent à se dessiner et l'importance de chaque élément prend forme.

Il nous reste maintenant à refaire une synthèse pour voir dans chaque cas comment maîtriser les écarts du coût d'une maison que le profane juge parfois plutôt capricieux.

(à suivre)

Ernst VONHOF

Pastorale urbaine à Kigali (suite)

DEUXIEME PARTIE : LE CHRETIEN DANS LA VILLE DE KIGALI

La deuxième partie de cet article analysera brièvement quelques résultats de la recherche de pastorale urbaine faite à Kigali, afin d'en dégager quelques orientations d'avenir. On ne peut entrer dans les détails; les nombreux rapports de réunions,

les enquêtes, documents de travail et synthèses seront réunis dans le rapport final qui sera publié sous peu.

1. DONNEES GENERALES SUR LA VILLE DE KIGALI

Les chiffres démographiques ont déjà été donnés dans cet article. Notons le nombre relativement élevé de la population européenne : +2.400 personnes (assistants techniques, ambassade, secteur privé, avec leurs familles). Outre l'accroissement démographique rapide de la population, le relevé des professions exercées à Kigali par les 11.500 salariés en 1968 est significatif : 4.000 employés du secteur privé, 4.000 domestiques et jardiniers, 1.500 employés de l'administration centrale, 1.500 employés sous contrat du secteur public (ponts et chaussées p.e.), 400 assistants techniques, 100 du personnel des ambassades. A remarquer que beaucoup de ces personnes n'habitent pas la ville et font parfois de longues marches pour se rendre à leur travail; c'est surtout le cas pour le personnel domestique. Ne sont naturellement pas comptés dans ces chiffres un nombre considérable de chômeurs, surtout jeunes gens, qui fuient tout recensement.

Une caractéristique démographique pour laquelle nous ne disposons pas de chiffres : le nombre élevé de "néolibataires forcés" (= salarié marié laissant sa femme et ses enfants à la campagne; il va voir sa famille à des intervalles irréguliers, jusqu'à 3 ou 6 mois pour certains). Ainsi les habitants du sexe masculin sont plus nombreux que les femmes dans l'ensemble de la ville.

Kigali est une ville où presque tous les services existant au Rwanda sont installés : administration nationale, ministères, administration de préfecture et de commune, infrastructure météorologique, et tout le réseau de l'enseignement, sauf l'Université. Les écoles primaires de Kigali comptent plus de 3.000 écoliers et il y a 7 écoles secondaires totalisant à peu près 1.000 élèves.

Une certaine cohésion et une spécialisation par quartier ont été constatées. Les différents quartiers étudiés montrent un niveau social et financier semblables pour les habitants : Cyahafi, Kazarusenyi, Akejagari, Camp Swahili, Quartier Ousien, Quartier Nyamirambo, Quartier Astridien, Quai d'Orsay, Camp des infirmiers, Camp des Policiers, Centre de la ville, Quartier commerçant. Chaque quartier a ses caractéristiques propres et les nouveaux arrivants se regroupent souvent - consciemment ou inconsciemment - dans ces différents quartiers selon leur fonction, leur statut matériel ou leur lieu d'origine.

2. LES DIFFERENTS MILIEUX ETUDIES

L'importance des milieux en ville, la stratification sociale-

le de la population et une certaine cohésion entre ces milieux justifient leur étude du point de vue pastoral. Trois groupes de recherche ont étudié respectivement :

- les milieux dirigeants : gouvernemental, diplomatique, hauts fonctionnaires, dirigeants du secteur privé, assistants techniques.
- les milieux moyens : moyens et petits fonctionnaires, moniteurs, agents de société, petits commerçants et industriels, petits entrepreneurs, ouvriers et personnel de maison ayant une situation stable. Il s'agit en général du milieu économique indépendant, ayant un standing de vie moyen.
- les milieux défavorisés : (aussi appelés "milieux marginaux") personnes ne connaissant pas des conditions de vie normales;

comprenant d'une part les petits salariés avec un salaire très peu élevé ou avec un travail irrégulier, et d'autre part les vrais marginaux ou indigents à la ville comme les chômeurs, les délinquants.

Pourquoi cette distinction ? Comme déjà expliqué, la ville se caractérise par la spécialisation, celle-ci est basée pour une grande part sur les différences sociales (formation, profession, culture, standing de vie matériel). La pastorale urbaine devra tenir compte des problèmes spécifiques à chacun de ces milieux. Il nous est impossible de donner dans le cadre de cet article une description détaillée de tous les milieux. Les conclusions de l'étude et les orientations pastorales sont basées pour une grande partie sur ces observations. La vie religieuse d'un homme ne peut être séparée de sa vie humaine, la foi d'un chrétien est vécue dans sa vie et ses problèmes quotidiens.

3. PROBLEMES HUMAINS ET SOCIAUX QUI SE POSENT A CES MILIEUX

Certains pourraient être étonnés du fait qu'une étude de pastorale urbaine a relevé ces difficultés. Il est évident que la solution de ces problèmes ne dépend pas de l'Eglise, bien que toutes les instances de la ville doivent collaborer pour améliorer certaines situations. Le seul but de ces observations est le souci de voir comment le message chrétien peut être annoncé et vécu dans la ville de Kigali. Il y a certainement des répercussions et une interaction entre problèmes humains et religieux. Le rôle de notre étude n'était pas de faire un bilan complet de toutes les difficultés qui se posent aux habitants de la ville, ni d'en chercher des solutions qui s'imposent, encore moins d'en faire une critique. Le seul but envisagé était une meilleure connaissance des citadins afin de pouvoir leur annoncer le Christ dans leur vie réelle. Il y a en effet un

grand danger de vouloir séparer complètement le domaine religieux de la vie humaine et sociale; ces deux éléments se distinguent mais ne peuvent pas se dissocier.

Quelques problèmes humains et sociaux doivent attirer notre attention du point de vue pastoral :

- Vie familiale : beaucoup de familles rencontrent des difficultés ne leur permettant pas de vivre une vie familiale normale. On a déjà parlé du phénomène très typique pour Kigali des célibataires forcés. Ils sont confrontés avec des problèmes de déplacement; la raison première partant de leur situation semble être la pénurie des logements à Kigali, parfois aussi l'incertitude de leur travail. Ils souhaitent tous - et leur femme aussi - pouvoir s'installer en ville. Même les étrangers à Kigali, ayant pourtant un standing de vie élevé et rencontrant moins de difficultés de logement, sont obligés de se séparer très souvent de leurs enfants, qui font leurs études à l'étranger. En général, des problèmes réels de logement et d'ordre financier freinent l'épanouissement d'une vie familiale de beaucoup de ménages.

- Les logements : Sans doute, un des problèmes des plus sérieux qui se posent à Kigali. Les milieux défavorisés, mais aussi, moyens sont touchés par le manque de logements; difficultés de trouver un logement tout court ou un logement convenable (hygiène, installations sanitaires, eau et électricité) à des prix raisonnables. Cette situation provoque des conséquences morales très sérieuses : promiscuité, chambre louée à plusieurs personnes, insécurité et immoralité de certains "bidonvilles". Notons que ce problème n'est pas typique pour Kigali; beaucoup de pays fortement industrialisés connaissent aussi leurs bidonvilles. En plus, Kigali a connu une expansion extrêmement rapide et se trouve confronté par ce fait à des problèmes d'infrastructure et d'urbanisation très graves.

- La situation de la femme : Kigali, pourrait-on dire, est une ville "masculine". Premièrement par la présence d'un grand nombre de célibataires forcés qui laissent leur femme et enfants à la campagne, deuxièmement par la place qu'occupe la femme et la jeune fille dans la société. Les femmes mariées qui ont un travail rémunéré, travaillent souvent dans des conditions financières inférieures à celles des hommes, et le problème de la garde des enfants et de leur éducation se pose pour elles (nécessité d'écoles gardiennes et de garderies d'enfants).

Dans ce monde masculin, la femme semble menacée dans sa place et sa promotion. Il y a aussi un problème de respect envers les jeunes filles. Celles qui ont un travail stable sont menacées également; la période entre la fin de l'école et le mariage est souvent très difficile pour elles. La responsabilité des hommes est fortement engagée en ce domaine; en plus, une éducation des jeunes filles, à la vie en ville est indispensable. Le home

pour jeunes filles n'arrive, malheureusement, à solutionner le problème de logement que pour une minorité.

- Les loisirs : Si les possibilités de loisirs sont encore relativement nombreuses pour les hauts fonctionnaires et pour les Européens, les autres milieux en souffrent plus. Il manque toute une infrastructure culturelle et de loisirs. A part quelques initiatives intéressantes comme le cercle culturel St Michel, le cinéma au collège St André, à Kimihurura et dans certaines ambassades, le CELOCKI (Cercle de loisirs et de culture de Kigali), les loisirs se cherchent malheureusement trop souvent dans les bars. Ces bars exercent une influence néfaste du point de vue alcoolisme et moeurs. Beaucoup d'habitants de Kigali souhaitent des "bars honnêtes". Il y a certainement une influence importante et bénéfique des émissions radio. Mais très peu de sports, lieux de rencontre honnêtes, lieux de culture populaire; surtout les jeunes auraient besoin de voir s'organiser davantage des sports, jeux, soirées culturelles et récréatives.

- Chômage et délinquance : L'attraction de la ville se fait sentir surtout parmi les jeunes qui ne trouvent pas de travail à la campagne et qui veulent fuir le milieu rural. Très souvent, ils viennent grossir le nombre déjà important de chômeurs à Kigali. Sans emploi, sans moyen de vivre, ils tournent très vite vers différentes formes de délinquance : vols, bandes, prostitution pour les filles.

Le but de cette brève description n'est certes pas une critique trop facile de Kigali. La ville n'a pas le monopole de ces situations qu'on retrouve dans toutes les villes du monde. Mais ces problèmes humains et sociaux montrent clairement la différence entre vie rurale et vie urbaine, et appellent une recherche commune de solutions de la part de tous les responsables, à tous les niveaux.

4. SITUATION RELIGIEUSE

Toutes les études de pastorale urbaine ont constaté dans toutes les villes du monde ce qu'on appelle une "crise religieuse" comme conséquence de l'urbanisation. Une certaine désaffection religieuse de la part des masses urbaines est-elle inhérente à la ville ? Est-ce un phénomène universel applicable à Kigali ?

Il semble d'une part que cette crise n'est pas encore très répandue à Kigali et d'autre part on retrouve beaucoup de valeurs positives dans le comportement religieux des chrétiens à Kigali, même si on doit constater un certain désintérêt envers les institutions religieuses. Est-ce un mal pour autant ? La tentation est trop facile - et bien des chrétiens y succombent - de condamner le milieu urbain en tant que tel comme première cause et origine de tous les maux sociaux et religieux.

a) Les paroisses de Kigali : On constate un déséquilibre frappant : d'une part, tout le monde se met d'accord pour dire que l'animation chrétienne des populations urbaines est de toute première importance pour l'avenir du christianisme au Rwanda, et d'autre part, il n'y a qu'une seule paroisse vraiment urbaine, St Michel : 10.238 habitants dont 4.825 catholiques baptisés (chiffres de juillet 1971 : statistiques diocésaines). Les paroisses de Ste Famille (près de 50.000 habitants dont 20.532 baptisés) et de Nyamirambo (24.514 habitants dont 8.904 baptisés) ; (ces deux dernières paroisses ont un grand nombre de catéchumènes : respectivement 4.561 et 2.763 et ont une petite partie de leur territoire en ville, mais la grande partie de leurs paroisses sont des ruraux). Ste Famille n'a que 25 % d'urbains et Nyamirambo seulement 15 %. La pénurie de personnel religieux, commun à tout le Rwanda, et peut-être aussi les méthodes pastorales employées empêchent ces deux paroisses de s'occuper avant tout du milieu urbain.

Un sentiment avoué plusieurs fois au cours de l'étude confirme cette situation : les milieux moyens et défavorisés ont été négligés, l'Eglise s'occupe surtout des milieux dirigeants et de la classe rurale et on lui reproche d'avoir abandonné les petits fonctionnaires et ouvriers.

Un examen très sérieux et une certaine réorganisation des territoires paroissiaux sont souhaitables. Il est évident que l'influence de Kigali est bien plus grande que le nombre de citadins le laisserait croire et que la ville se développe rapidement. Dans ce sens, il faudra pour l'avenir ne pas trop se limiter au cadre urbain actuel. D'ailleurs des paroisses comme Kicukiro et Kabuye sont également concernées par la pastorale urbaine.

b) Le personnel religieux : La pastorale ne dépend pas uniquement des prêtres, religieux ou religieuses; au contraire, tout le Peuple de Dieu est concerné et doit s'y engager. Mais tous les membres de la communauté chrétienne n'ont pas la même fonction, n'ont pas reçu la même formation ou ne peuvent pas y consacrer toute leur vie comme c'est le cas pour les prêtres, religieux et religieuses de par leur vocation. Il y avait en juin 1970 à Kigali : 42 prêtres dont 7 Rwandais. Sur ces 42, seulement 8 étaient dans le ministère paroissial à plein temps. Ce dernier fait n'est pas tellement étonnant, parce que beaucoup de prêtres travaillent dans les services généraux, ambassades nationales ou dans l'enseignement. On a pu constater ce même phénomène dans toutes les villes du monde, surtout quand il s'agit de la capitale administrative et religieuse du pays. Quant au nombre de catholiques par prêtre, la situation est même meilleure pour les trois paroisses de Kigali (5.388 catholiques baptisés et catéchumènes par prêtre en ministère paroissial) que

pour l'ensemble du pays (7.673 en 1970). Mais il faut tenir compte du fait qu'un prêtre à Kigali doit être préparé à cet apostolat spécial (on dirait : inconnu au Rwanda dans le temps...) et que l'avenir chrétien du pays se joue avant tout dans la capitale. Dans cette perspective, on a souhaité une meilleure intégration des prêtres résidant en ville, mais pas nommés en paroisse, à la pastorale urbaine.

Quant aux religieuses, il y en avait 53 dont 27 Rwandaises. Fait étonnant : à Ste Famille, il n'y a aucune religieuse. Ailleurs les sœurs s'occupent surtout de l'enseignement et il y a 13 contemplatives (Carmel). Kigali compte seulement 8 frères.

Parmi le personnel, notons aussi les catéchistes : 45 pour les 3 paroisses dont 8 en ville même. Une lacune constatée : 2 catéchistes diplômés d'une école de catéchistes en ville. Vu le niveau culturel plus élevé et la nécessité d'une formation mieux adaptée et plus personnelle, un grand nombre de catéchistes diplômés est fortement souhaitable. Une institution - en rapport avec la pastorale des collines ou des quartiers en ville - occupe une place importante dans la pastorale de l'Eglise au Rwanda : les chefs de colline ou bakuru b'ibama. Ils sont pratiquement inexistants en ville; ils ne sont plus acceptés par la population et on devra chercher un autre système permettant la création de communautés chrétiennes locales en ville. L'adaptation et le renouvellement de cette structure traditionnelle dans l'Eglise rwandaise sera indispensable; certains ont suggéré la création de comités de quartier.

c) Présence en ville de l'Action Catholique : Un très grand nombre d'efforts sont faits en ce domaine par les écoles secondaires : Scouts - Xaveri - St Vincent de Paul - Légion de Marie - Guides - Equipes liturgiques - Patro - et autres organisations exercent toute une gamme d'activités apostoliques en dehors des écoles, comme des visites, contacts, services à l'hôpital, à la prison, animation liturgique paroissiale, animation du catéchuménat, aide aux pauvres, alphabétisation, etc... Par contre, l'Action Catholique organisée par les paroisses est peu influente dans la ville même. On constate quelques lacunes frappantes : absence des équipes enseignantes, très peu de JOC et JOCP (mouvement pour tout typiquement ouvrier et urbain, mais développé au Rwanda avant tout en milieu rural...). St Vincent de Paul est dynamique à Kigali et a des groupes interparoissiaux; il y a aussi 7 groupes de foyers (mouvement familial); ces groupes répondent dans leurs objectifs aux nécessités d'une pastorale par milieu.

Il n'est pas sans utilité d'insister sur cette Action Catholique spécialisée. Loin de vouloir limiter la pastorale spécifique pour les milieux aux groupes organisés d'Action Catho-

lique, la pastorale urbaine devrait pouvoir s'appuyer sur ces groupes et ainsi influencer tout le milieu.

Notons également des groupes de spiritualité tels que Fraternités Terre Nouvelle et cercles bibliques, qui répondent certainement davantage aux besoins chrétiens des citadins. Il est peut-être intéressant qu'ils soient inter-paroissiaux. Une attention spéciale devra être portée dans l'avenir à ces groupes spontanés. Le citadin, choisissant lui-même ses relations, pourra trouver plus facilement un épanouissement chrétien et humain dans ces cercles d'amitié que dans des groupes très organisés.

d) La pratique religieuse : Bien que la vitalité religieuse - ni d'une personne ni d'une communauté - ne se laisse pas saisir complètement par des méthodes statistiques ou par des observations d'ordre sociologique, certaines indications sont utiles afin de mieux comprendre la valeur de ce qu'on appelle la "pratique religieuse". Ce terme indique les "comportements religieux externes facilement observables et quantifiables" (1). Généralement, on distinguera la pratique dominicale, l'accomplissement du devoir pascal, la pratique saisonnière (baptême, confirmation, mariage, funérailles chrétiennes) et autres fêtes, remises religieuses dans la vie comme contacts avec l'Eglise, les institutions chrétiennes, sentiment d'appartenir à la communauté chrétienne etc...

Quant à la pratique dominicale, un sondage fait les 20 et 21 juin 1970 dans les trois églises paroissiales de Kigali et dans toutes les succursales de Nyamirambo, a permis de constater que 6.685 chrétiens ont assisté à une des messes du samedi et dimanche dans les trois églises paroissiales. Le pourcentage de pratique dominicale pour St Michel : 37 % des baptisés de plus de 7 ans (tenus au devoir dominical), pour Nyamirambo : 37,5 %. Bien que ces chiffres soient très approximatifs (ruraux venant à Kigali, urbains en week-end à l'intérieur et méthode employée assez sommaire), il est permis de dire que la pratique dominicale en ville est probablement nettement moins élevée qu'à la campagne. Une indication en est l'enquête faite dans une paroisse rurale du Burundi en 1969 où on trouvait un pourcentage de 64,5 % (2). Par contre, le nombre de communicants semble plus élevé : 49,6 % de tous les assistants à Kigali contre 31 % à Kariyazo. C'est l'indication d'une pratique religieuse moins forte en ville mais plus personnelle, phénomène propre aux villes.

Le nombre de pascalisants (= baptisés qui remplissent leur devoir pascal) est compris entre 60 et 78 % selon les trois paroisses, sensiblement le même que pour tout le Rwanda (3).

Quelques perspectives pastorales de cette pratique religieuse peuvent être dégagées de l'étude faite. On demande géné-

ralement des homélies plus adaptées; ici on doit pourtant tenir compte des différences de publics présents à la messe, pour Kyamirambo et Ste Famille surtout. Il est difficile de s'adapter en même temps au monde rural et urbain, aux différentes professions et aux niveaux culturels différents. On constate le désir général du baptême pour les enfants mais les retards sont fréquents, retards causés soit par la dîme soit par les dépenses faites pour la fête. Il y a en général une incompréhension, une critique fréquente et une diminution certaine des confessions. L'importance de la préparation au mariage est soulignée par plusieurs rapports; une préparation sérieuse et adaptée aux circonstances de la vie urbaine est à envisager dans l'avenir. Quant aux derniers sacrements, on a parfois des difficultés à trouver un prêtre; en même temps, le soulaît est exprimé de visiter plus régulièrement à l'hôpital de la part des prêtres. En ce qui concerne la formation religieuse des jeunes, les parents désirent une animation spirituelle et une formation mieux soignée dans les écoles primaires;

les écoles secondaires sont confrontées avec la difficulté de trouver des professeurs de religion qui puissent y enseigner d'une façon régulière et qui soient préparés à cet apostolat. Une autre question soulevée est celle de l'accueil des nouveaux venus en ville; beaucoup de chrétiens arrivant en ville, n'ont plus de contacts avec la paroisse; le premier contact se fait souvent à l'occasion d'une demande de baptême ou de mariage. Un soin particulier devrait être porté à ces nouveaux citadins; le dépaysement causé par le déménagement en ville et qui peut avoir des conséquences négatives sur la vie religieuse, doit être diminué et aidé ainsi à une meilleure intégration à la vie urbaine.

5. QUELQUES PROBLÈMES RELIGIEUX SELON LES MILIEUX

a) Milieu dirigeants: "D'une manière générale, les milieux dirigeants rwandais de Kigali sont handicapés, dans plusieurs chefs: 1. le détachement causé par la vie urbaine; 2. l'absence pour certains de la femme et des enfants, stimulant très souvent le comportement religieux et la pratique dominicale; 3. l'exode du week-end." (Extrait d'un rapport).

Le renouveau liturgique est bien accueilli mais la participation active, par des chants par exemple, reste difficile. Ce renouveau est surtout apprécié dans les temps forts de la vie chrétienne: baptême, mariage, enterrement. Ces cérémonies donnent souvent l'occasion de toucher et de catéchiser pas mal de personnes dans l'assistance, qui sont non-pratiquantes. Comme signe d'influence religieuse en ville, on peut noter: l'inscription des sœurs religieuses, notamment dans l'enseignement secondaire et à l'hôpital. La présence des prêtres dans la ville se fait beaucoup plus sentir par une participation aux rencontres

très qu'entraîne le cadre de vie urbaine (activités culturelles, visites aux malades, contacts personnels, réceptions, etc...). Beaucoup de gens désirent un contact plus personnel avec le prêtre, mais n'en prennent pas l'initiative. Cela suppose que celui-ci soit ouvert et sensibilisé à ces possibilités.

Du point de vue culturel, le centre culturel St Michel, la bibliothèque de Caritas, la revue Dialogue sont des initiatives intéressantes et fort appréciées. Pour les émissions religieuses catholiques en langue française, on souhaite une heure moins tardive. Les cercles bibliques existants et les groupes de spiritualité familiale répondent aux aspirations de beaucoup de chrétiens; ces formes de groupes spontanés se développent tout en cherchant encore la meilleure formule, d'ailleurs continuellement à adapter dans un milieu si changeant que Kigali.

Quant au milieu occidental, on a pu constater quatre catégories:

- chrétiens convaincus, constituant une élite remarquable, ouverte au renouveau conciliaire. Pour eux, l'Eglise est de plus en plus le Peuple de Dieu dans lequel ils se sentent responsables;
- chrétiens ne pratiquant que rarement, seulement aux temps forts de la vie. Attitude générale de bienveillance envers l'Eglise qui, pour eux, est requise par un certain standing social;
- chrétiens sans lien avec l'Eglise: ils sont rares. Bien que certains aient certains comportements de l'Eglise, ils estiment quand même le prêtre, parfois pour ses qualités humaines;
- chrétiens ayant une certaine hostilité envers l'Eglise: situation exceptionnelle.

b) Milieu moyens: Comme causes d'une certaine crise religieuse sont citées: 1. ce milieu se trouve abandonné par l'Eglise qui s'intéresse avant tout aux milieux dirigeants et à la masse populaire; 2. des difficultés matérielles, situation financière, temps disponible, travail, freinent leur vie religieuse. Les jeunes pratiquent moins que les adultes, les femmes plus que les hommes. Toutefois, on ne peut pas parler d'une désaffection envers l'Eglise ou d'un abandon de la pratique religieuse. La plupart reçoivent les sacrements de Pâques et assistent à la messe, sinon régulièrement, au moins lors des grandes fêtes. Les parents désirent le baptême de leurs enfants. Ce milieu est assez fortement touché par les changements récents dans l'Eglise, par exemple dans le domaine de la liturgie: incompréhension, manque d'explication et de formation religieuse et défaut de dialogue sur ce point. Un certain laisser-aller est constaté chez certains, les moniteurs par exemple. Toutefois, il y a une bonne élite chrétienne dans ce milieu, engagée et ayant une influence chrétienne en ville. Face à un matérialisme envahissant, la nécessité d'une animation spirituelle se fait sentir.

Du point de vue "quartiers" on se plaint d'un manque de présence de la part de l'Eglise; on souhaiterait une présence plus visible. Les ouvriers se sentent aussi abandonnés, ils se plaignent d'un manque d'intérêt à leurs problèmes de vie. Le personnel de maison a parfois des difficultés à remplir ses devoirs religieux à cause des conditions de travail; il y a sûrement ici une responsabilité de la part des employeurs.

En général, ce milieu reste religieux, même pratiquant, mais la pastorale urbaine se doit de porter plus d'attention dans l'avenir aux petits fonctionnaires, commerçants, ouvriers. Si l'abandon de la pratique religieuse n'est pas encore très répandu, il existe; et le danger est plutôt la tiédeur ou l'indifférentisme.

c) Milieus défavorisés : Ces milieux appelés aussi "marginaux" du point de vue social, le sont aussi du point de vue religieux et la marginalité sociale est bien la première cause de leur crise religieuse. Pour ces gens, la vie est une lutte continue le pour survivre; le comportement religieux peut être difficilement "normal" dans ces conditions. Leur pratique religieuse est en effet rare. L'action pastorale rencontrera beaucoup de problèmes; si l'on n'est pas situé soi-même dans cette catégorie de marginaux, on n'y sera pas accepté; ces gens se sont construits un milieu naturel qui déroute les autres. Il y a en général un manque de contacts de la part des prêtres, souvent même des efforts de contacts sont mal interprétés par les "bons chrétiens"... Absence aussi de certains services qui créent des contacts et permettent ensuite une action religieuse, comme des services sociaux, médicaux, caritatifs, culturels, sports, etc. Des situations matrimoniales irrégulières ne favorisent pas une action pastorale.

Il y a aussi des aspects positifs : il y a des chrétiens convaincus dans ces milieux; il reste un fond de christianisme au moins un appel à la pratique religieuse ou à certains actes religieux dans leur vie; par exemple, on demande le baptême même pour des enfants illégitimes. Si beaucoup de ces personnes dévalent la perspective d'une vie chrétienne et morale, elles n'arrivent pas à sortir de leur situation. Elles demandent à l'Eglise de s'occuper davantage de leurs problèmes humains, que le message religieux soit donné dans un langage qu'ils comprennent que l'Evangile prêché touche mieux leur vie. On regrette le manque de présence de la part des religieux, qui souvent, entreront plus facilement en contact avec les femmes; par elles, on touchera les hommes.

Des valeurs positives de solidarité et de dignité humaine sont présentes et la pastorale devrait chercher des points de contact. Il est certain que ces milieux pourront être mieux touchés par des relations de voisinage ou de quartier et par la création de petites communautés.

6. ORIENTATIONS PASTORALES

Pour terminer la deuxième partie de cet article où nous n'avons pu faire qu'un examen sommaire de la situation, ce qui comporte un risque de généralisation et de manque de précision, il sera utile de donner un résumé des options d'avenir et des orientations qui se dégagent de cette étude pour arriver à une meilleure présence et une influence chrétienne du Peuple de Dieu à Kigali.

a) Le problème le plus important qui se pose à la pastorale de Kigali est le choix à effectuer ou plutôt la conciliation entre une pastorale des quartiers et une pastorale des milieux.

Le mode de vie urbain appelle une spécialisation selon l'appartenance aux milieux; l'élément résidentiel, la pastorale "classique" du Rwanda des collines à laquelle les citadins restent encore attachés et la spécialisation des classes sociales par quartiers appellent une pastorale adaptée aux quartiers de la ville. Ceci ne peut pas être un dilemme : ou l'un ou l'autre; on devra par contre être attentif aux deux éléments. Kigali exige une redéfinition de l'action de l'Eglise; on ne pourra ni abandonner les structures paroissiales, par exemple par la création d'une super-paroisse, ni accentuer exclusivement l'aspect territorial de l'appartenance à la paroisse. Tout en créant des communautés chrétiennes de quartier, analogues aux collines, la pastorale d'ensemble de Kigali doit éviter le quadrillage complet de la ville en quartiers et paroisses séparés.

La fonction de la paroisse en ville consistera dans le rassemblement de la communauté écharismatique, la préparation et l'administration des sacrements, la catéchèse régulière des homélies et catéchuménat, et l'animation religieuse des écoles primaires. Mais même en ces quatre fonctions, on devra être suffisamment souple pour s'adapter aux différentes catégories sociales à l'intérieur de la paroisse, et pour permettre et même favoriser la vie chrétienne qui sort des cadres paroissiaux comme l'Action Catholique, des cercles de réflexion, de spiritualité familiale, de culture religieuse et autres.

Un autre élément dans cette organisation paroissiale est l'engagement et la co-responsabilité des laïcs appartenant à tous les milieux et à tous les quartiers. Par l'intermédiaire (mais pas exclusivement) du conseil paroissial une vraie responsabilité et un pouvoir de décision, (aussi dans le domaine financier), de la part des laïcs sont indispensables. La coupure clergé-laïc doit pouvoir être négligée pour l'avenir chrétien de Kigali; une sensibilisation à cette responsabilité collective s'avère nécessaire de part et d'autre.

L'organisation des communautés chrétiennes par quartier n'existe pas actuellement à Kigali; les participants à l'étude ont

exprimé le désir de voir la création de ces communautés de base assez restreintes, ayant éventuellement à sa disposition un local polyvalent qui peut rendre service comme lieu eucharistique, lieu de rencontre, salle de réunion pour divers mouvements ou centre culturel et de loisirs. Les groupes de recherche ont désigné plusieurs quartiers entrant en ligne de compte pour la création de ces communautés plus homogènes, tels que : quartier Swahili, Cyahafi, Kajaagari, Kasarusenya, Muhima, Kiyovu inférieur, Kimihurura, Gikondo, Remera, Nyabugogo, quartier industriel et autres. L'animation de ces quartiers pourrait être assurée par quelques foyers choisis par le quartier, l'institution des bakanu b'inama étant rejetée par les citadins. L'importance des quartiers comme communautés chrétiennes à école humaine a été soulignée surtout pour les classes moyennes et pour les milieux défavorisés, mais pas pour les milieux dirigeants.

En même temps, un planning doit être prévu pour la création de nouvelles paroisses, mais toujours dans la perspective d'une pastorale d'ensemble. Il est urgent surtout de dégager Ste Famille, mais aussi Nyamirambo, de leurs secteurs purement ruraux, qu'ils doivent desservir actuellement. Cette révision des limites paroissiales actuelles doit tenir compte du développement futur de Kigali.

La pastorale des milieux d'autre part exige une ouverture envers des groupes spontanés d'amitié ou d'affinité qui désirent former des groupes de réflexion spirituelle (mouvement familial, cercles bibliques et autres).

b) Une deuxième urgence est celle d'une pastorale familiale. Des équipes de réflexion rassemblant plusieurs foyers existent déjà, mais sont à développer et à animer par des personnes formées à ce genre d'apostolat. Il faudra toutefois éviter de mettre sur pied une organisation trop rigide; on doit laisser une grande liberté à des initiatives personnelles. Une animation restera indispensable pour aider la création et la continuation de ces groupes de foyers, qui risquent fort de se décourager vite, par manque de programme ou de personnes préparées.

Dans cette même perspective, une attention spéciale doit être portée vers les célibataires forcés qui ont besoin, eux aussi, d'une animation spirituelle; ils ont besoin de se contacter mutuellement, de se retrouver peut-être par le biais des loisirs ou des activités culturelles. En tout cas, tout doit être mis en oeuvre, aussi d'un point de vue social, pour faire comprendre aux habitants de Kigali que le célibat forcé est la dernière solution et que l'idéal sera toujours l'installation de toute la famille en ville.

Dans ce but aussi et afin de favoriser une spiritualité familiale, la préparation des jeunes au mariage est très impor-

tante. Il faudrait que la ville offre aux jeunes la possibilité de se rencontrer pour discuter ensemble leurs problèmes, leurs difficultés et leurs aspirations. La formule classique de préparation au mariage pourrait être renouvelée par exemple par la collaboration de quelques foyers. Cette préparation au mariage a son importance aussi dans les écoles secondaires. On a suggéré également une collaboration interparoissiale par une sorte d'école de mariage.

c) Très souvent la responsabilité de l'Eglise dans le domaine social a été soulignée. En effet, en étroite collaboration avec les instances officielles, toutes les institutions et groupes de la ville ont le devoir de s'occuper à trouver une solution aux multiples problèmes qu'ils posent à Kigali en ce domaine, par exemple les logements, l'infrastructure hygiénique, centres nutritionnels, foyers sociaux, crèches d'enfants et écoles garçonnnes. Une large collaboration s'impose avec toutes les institutions déjà existantes et avec les organismes s'occupant de ces problèmes. Le rôle de Caritas a été souligné par tous.

Selon l'avis de beaucoup de collaborateurs, ce n'est que par le biais des initiatives dans le domaine social au service des milieux marginaux ou défavorisés qu'on pourra intégrer ces milieux dans la pastorale de la ville de Kigali et leur apporter le message chrétien. Une fonction de conscientisation de la part de l'Eglise est à souligner également; respect des pauvres, des sans-défense, lutté contre l'exploitation et insistance sur l'esprit de service.

d) Plusieurs autres orientations et initiatives qu'on ne peut qu'énumérer ici, se sont dégagées de l'étude faite :

- désir d'une Action Catholique plus dynamique, inter-paroissiale parfois, et s'occupant davantage des problèmes de vie. Impartance de la JOC et de la JOCP.
- Pastorale des loisirs : dans le domaine sportif et culturel. Toute une infrastructure est à créer; face à l'absence actuelle de loisirs, il faudra créer des loisirs sains et animer des centres de détente, sans nécessairement leur donner un caractère trop confessionnel.
- Pastorale des jeunes : par le biais des loisirs par exemple; préparation au mariage; meilleure coordination des mouvements s'adressant actuellement aux jeunes.
- Femmes et filles : éducation permanente. Situation de la fille en ville, assainissement moral; centre de rencontres et d'échanges : le problème du respect de la jeune fille et son éducation à la vie en ville suppriment la possibilité pour les jeunes filles et pour les femmes la possibilité de se rencontrer par l'intermédiaire d'associations féminines.
- catéchèse, liturgie et sacrements : il y a une responsabilité inter-paroissiale; il faudra donc envisager une plus étroite

collaboration entre paroisses et chercher ensemble les meilleures méthodes apostoliques.

- accueil des nouveaux citadins : point important pour la pastorale; on devra s'y intéresser davantage dans l'avenir. Du point de vue religieux : passer par les communautés chrétiennes des quartiers qui pourront assurer en même temps un accueil humain. Du point de vue social : Caritas vient de commencer un bureau pour migrants; il est souligné qu'il ne peut pas s'occuper seulement des étrangers mais aussi des Rwandais venant en ville. On a suggéré l'édition d'une brochure d'informations religieuses, sociales et culturelles, qui en même temps permettra d'entrer en contact avec ces nouveaux venus.
- collaboration œcuménique : entre les églises : des problèmes pastoraux touchent souvent toutes les églises. Des solutions à trouver donneront un terrain d'entente et de collaboration, témoignage d'ailleurs indispensable de la présence chrétienne en ville.
- personnel religieux : souhait de prêtres qualifiés pour la pastorale urbaine et désir d'une plus grande présence numérique de prêtres Rwandais. Intégration des religieux dans la pastorale urbaine et souhait d'une présence de religieux dans la paroisse de Ste Famille. Spécialisation supra-paroissiale de certains prêtres, religieux et religieux pour certaines fonctions, comme l'Action Catholique, les mouvements de jeunesse, action sociale, catéchèse, liturgie, etc...
- bulletin d'informations religieuses inter-paroissial : donner les nouvelles de la communauté chrétienne urbaine et une information sur les problèmes qui se posent, avec formation spirituelle.
- animation religieuse des écoles primaires : ce besoin s'est fait sentir plusieurs fois; quant aux écoles secondaires le rôle des professeurs de religion, préparés à cette tâche et assurant une stabilité a été souligné également.
- émissions religieuses, culture et information religieuses : on a demandé de mieux exploiter les émissions à la radio, de favoriser des conférences, des cercles culturels-religieux. Activités au service d'une bonne presse et d'une information saine.
- conseils paroissiaux : l'institution des bakuru b'inama étant dépassée en ville, la constitution des conseils paroissiaux par les représentants des milieux et des quartiers est souhaitée. Un conseil paroissial pour la ville seulement dans les paroisses de Nyamirambo et de Ste Famille. Nécessité de contacts entre les conseils des trois paroisses.

On pourrait continuer ces suggestions, mais nous avons voulu en donner les plus intéressantes. La réalisation de tous ces projets doit être assurée par exemple par le conseil pastoral urbain.

7. LE CONSEIL PASTORAL URBAIN.

L'étude de pastorale urbaine de Kigali a pris beaucoup de temps : du 11 mars 1970 au 14 février 1971. Toute cette année d'étude avait comme but une meilleure connaissance de la situation du chrétien en ville et doit nécessairement aboutir à des résultats, à mettre la connaissance acquise au service de la pastorale. Même si la ville doit rester en état continuuel de recherche pastorale, exigé par les changements fréquents et profonds qui se feront à Kigali dans les années à venir, il faut passer de l'étude à l'action et à l'exécution des orientations prises. Une mise en place d'une certaine structure d'exécution de ces orientations est indispensable. Dans ce but, un Conseil Pastoral Urbain pour toute la ville a été créé lors de la dernière réunion du 14 février 1971, terminant l'étude proprement dite.

Ce Conseil Pastoral Urbain est composé de représentants des trois paroisses (prêtres, religieux et religieux, laïcs), de représentants des milieux et des différentes fonctions de la ville : urbanisation, enseignement, service social, loisirs et jeunesse, œcuménisme, Action Catholique, Caritas. Il a pour but la coordination des forces apostoliques, des relations avec les autorités civiles, des relations œcuméniques et des rapports avec la pastorale d'ensemble du pays. Cet organe de collaboration est en même temps le lien de communication entre les communautés chrétiennes des quartiers de la ville.

Plusieurs équipes d'action s'occupent d'activités pastorales spécifiques : loisirs et jeunes - action sociale - pastorale familiale - pastorale des milieux - enseignement - lieux de culte - liturgie - structures paroissiales.

Tout en évitant une organisation trop lourde, donnant la fausse conscience d'avoir obtenu des résultats du simple fait d'avoir créé une organisation, une certaine structuration des efforts pastoraux est nécessaire; c'est la raison d'être du Conseil Pastoral Urbain.

Depuis le 14 février, le Conseil Pastoral Urbain a pu dépasser le stade de l'étude et a commencé l'exécution de quelques initiatives en plusieurs domaines. Ainsi, l'équipe de "pastorale familiale" s'est occupée à lancer des équipes de foyers (plusieurs équipes fonctionnant déjà) et à mettre sur pied une préparation au mariage au niveau des trois paroisses, ainsi qu'à l'organisation de trois classes gardiennes. L'équipe "loisirs et jeunes" a dressé l'inventaire complet de ce qui existe actuellement à Kigali et essaie d'organiser des initiatives dans le domaine des sports, détente, rencontres culturelles. L'équipe "action sociale" a collaboré à la création du Centre Social Urbain et a formulé plusieurs projets comme des entreprises de

construction par des jeunes, des ateliers sociaux, home pour jeunes gens, cantines, etc... Le Conseil Pastoral Urbain lui-même a déterminé comme première urgence la formation et l'information des chrétiens, vu le besoin d'un approfondissement de foi dans tous les milieux, en vue d'un christianisme conscient, vécu et responsable. Une pastorale des quartiers a commencé, les trois paroisses et des initiatives dans le domaine liturgique ont été prises.

Les initiatives pastorales déjà prises actuellement ou en train de se réaliser justifient pleinement l'étude socio-religieuse de Kigali. Ainsi la pastorale urbaine de Kigali aidera le chrétien à être présent et à mieux témoigner de sa mission apostolique au sein de la ville.

Léo GOOVAERTS

- (1) Joseph LALOUX : Manuel d'initiation à la sociologie religieuse, Ed. Universitaires 1967.
- (2) Au Cœur de l'Afrique Nos 5 et 6 : 1970; étude du Centre de recherches socio-religieuses.
- (3) Statistiques religieuses annuelles 1970 : 69,5 %.

Crise de la morale chrétienne

INTRODUCTION

S'il y a aujourd'hui une crise de la morale chrétienne, c'est parce que nous sommes à un tournant de civilisation, affrontés à une crise de civilisation. Aussi est-il possible de lire cette crise comme une destruction, comme un écoulement, comme un relâchement des mœurs, mais aussi comme une crise de croissance à la fois sur le plan humain et sur le plan chrétien. Je voudrais aujourd'hui montrer deux dimensions de cette crise qui sont aussi deux occasions pour la morale chrétienne de retrouver l'Evangile avec une actualité nouvelle mais dans des formes à inventer, presque entièrement à neuf.

1. CE QUI ETAIT DEVENUE LA MORALE CHRETIENNE ET CE QUI LA MET EN QUESTION AUJOURD'HUI.

Une morale volontariste

La morale chrétienne classique, traditionnelle, dans laquelle nous avons probablement tous été élevés, pouvait se caractériser d'abord pour son accent extrêmement VOLONTARISTE. Il s'agissait avant tout de se défendre contre ses mauvais penchants et d'acquiescer une maîtrise de soi. D'où une morale fort

peu soucieuse de libérer toutes les virtualités de la personnalité, une morale corsetant l'homme dans des interdits ou l'alignant à des modèles vertueux étriqués. Cette morale, répressive de l'instinct plutôt qu'éducative des pulsions et des forces instinctuelles, mobilisait le plus gros de notre énergie dans la défense et formait des personnalités raides, bardées de défenses, avançant lourdement avec de forts blindages au milieu de leurs relations humaines.

Le risque d'une telle morale me paraît celui-ci : les défenses que nous dressons entre nous et nos instincts, sont aussi des défenses qui s'interposent entre nous et nos prochains. Lorsque je dois me maîtriser et me surveiller, je suis plus attentif à moi qu'à l'autre, plus soucieux de ne pas manquer à la vertu qu'à vraiment rencontrer la demande ou à deviner l'attente de mon frère.

De plus, les personnalités rigides, formées par une telle morale, sont fragiles - ce qui est rigide, nous le savons, est cassable - aussi doivent-elles sans cesse renforcer leurs défenses. Et c'est un cercle vicieux. Car le renforcement de la répression vertueuse augmente la pression des instincts et oblige à renforcer encore le blindage. C'est le même cercle vicieux que nous connaissons dans la répression politique. Et nous avons tous l'expérience de ces situations où, réprimant notre agressivité à l'égard d'autrui, nous n'avons fait que renforcer la colère qui montait en nous, soit à exploser finalement, soit à réuser ce comble de l'agressivité qui est de rester maître de soi et de mettre l'autre dans son tort.

Les illusions de la "maîtrise de soi"

Cette morale volontariste est battue en brèche, sur le plan pratique, par le relâchement des mœurs. Dès que viennent à côder les encadrements traditionnels du village, de la paroisse, d'une pression sociale organisée et cohérente, l'appareil répressif de la loi morale et de l'idéal vertueux sont compromis. La civilisation urbaine et cosmopolite vers laquelle nous allons et qui a déjà profondément atteint de larges couches de la population, déconstruit cet édifice moral sur le plan pratique. Mais, qui plus est, sur le plan théorique, de profonds courants de pensée nés le siècle dernier et généralisant leur portée de nos jours dans l'impact universel des sciences de l'homme, mettent en question cette attitude défensive de la morale traditionnelle. La psychanalyse, et la psychosociologie plus généralement, s'attaquent à cette morale répressive de l'instinct, source de névroses ou de radeurs caractérielles. Elles révèlent l'influence déterminante des premières relations humaines, des relations parentales et éducatives, sur la formation de la conscience morale ou sur ses perversions. L'homme sort de cette épreuve, à la fois plus conscient de ses déterminismes psychiques mais à la

fois plus libre d'en connaître le jeu et plus responsable par rapport à ceux qui dépendent de lui - ses enfants en premier lieu - dont il sait désormais qu'il peut former ou déformer le psychisme.

La morale chrétienne est interpellée par cette nouvelle thropologie, moins volontariste, qui fait place à l'inconscient à l'affectif, non pour déchaîner l'instinct mais pour l'éduquer dans l'exercice même de la relation interpersonnelle. J'y reviendrai tantôt pour proposer en quoi l'Evangile est ici libérateur et en quoi il peut nous faire lire cette crise comme salutaire pour nous.

Une morale individualiste

Mais il y a un autre front sur lequel la morale traditionnelle est mise en question, est battue en brèche. Cette morale était terriblement individualiste, particulariste. Elle concevait l'homme privé, le cercle étroit des relations familiales professionnelles tout au plus, un ovisme à l'échelle du village du voisinage ou de la patrie.

Responsabilité universelle

Or le chrétien, comme tout homme aujourd'hui, est affronté à la tâche d'une immense responsabilité par rapport à l'avenir de l'humanité tout entière. Le réseau des solidarités s'est ainsi mensuellement élargi, et la conscience de l'homme devrait aujourd'hui devenir planétaire. Elle n'est hélas, le plus souvent que paroissiale ou villageoise. L'information par la presse, la radio ou la télévision ne suffisent pas à élargir la conscience l'homme. Le monde lui est donné en spectacle, mais il ne se sent pas concerné par ce qui défile sur son petit écran, où voisinent le western, la science-fiction, ses rêves et l'épouvantable réalité de guerres ou de famines.

Tout est consommé en images. L'image de consommation met tout sur le même plan. Et du confort de son fauteuil, l'homme peut voir le monde entier par le hublot de sa télévision sans devoir sortir de cette attitude désengagée.

La morale chrétienne est-elle préparée à jouer son rôle de conscientisation de l'humanité ? Est-elle préparée à cette école mondiale des valeurs et des responsabilités ? Est-elle assez consciente des dimensions politiques de tous les grands problèmes moraux d'aujourd'hui ?

Libérer nos énergies bloquées sur nos lignes de défense

Ces deux questions sont solidaires, car toutes les énergies libérées sur le front défensif de la maîtrise de soi sont gagnées pour le front de la responsabilité inter-humaine. Toutes les énergies morales que nous bloquons stérilement dans ce petit comp-

intérieur, introverti, les voilà disponibles à être mobilisées pour le grand combat de l'avenir de notre humanité.

Je voudrais maintenant montrer comment la morale chrétienne doit retrouver et réaffirmer à nouveaux frais dans le cadre d'une autre anthropologie une double dimension qui lui est essentielle. La morale chrétienne est d'abord une morale de liberté grâce à quoi elle peut être une morale de l'amour ou de la charité interpersonnelle. Elle est aussi une morale de l'engagement qui décentre l'homme par rapport au souci de lui-même, de sa pureté ou de la surveillance stérile de ses pensées, grâce à quoi elle est une morale de la responsabilité universelle. La morale chrétienne classique est devenue inopérante. Elle est sans prises sur le délabrement des mœurs, ou bien elle se contente de fulminer des regrets stériles, des anathèmes ou des interdictions inefficaces. Reprendra-t-elle un style qui soit prophétique pour toute l'humanité et qui oriente la responsabilité des hommes vers les tâches décisives qui les attendent ? Bien des siécles font croire que cet appel lui est adressé et que les chrétiens, penseurs ou hommes d'action, ont commencé à y répondre. Je suggérerai ici dans quel sens ce travail me paraît s'orienter surtout au niveau des catégories fondamentales de la pensée morale.

II. ESQUISSE D'UN RENOUVEAU DE LA MORALE CHRETIENNE

Au-delà de la Loi

Je voudrais d'abord montrer comment la morale chrétienne porte en elle un germe de libération de l'homme par rapport à toutes ses peurs et comment elle pourrait aujourd'hui s'exprimer d'une manière et dans un langage plus homogène à son principe profond.

Dès le début, dès l'Evangile et dès St Paul, la morale chrétienne se résume dans le commandement d'amour. Cela est vrai d'ailleurs de l'Ancien Testament déjà, à bien des égards, dans sa ligne prophétique ou deutéronomique. Et dès le début cet amour est plus qu'une loi ou un commandement. C'est d'abord une transformation du cœur de l'homme par l'amour de Dieu fait homme. Et si le Christ nous demande d'aimer nos frères, c'est parce que lui nous a aimés le premier, nous a libérés de notre égocentrisme et de nos peurs. Ainsi le commandement unique contient-il ce qui fait de lui autre chose qu'un commandement : Aimer-vous les uns les autres comme je vous ai aimés ! Un amour nous a précédés qui nous permet d'aimer. Dieu donne avant d'exiger. Toute l'histoire de notre foi est racorochée à cette certitude qu'il s'est passé quelque chose qui nous permet d'espérer.

Malheureusement cette exigence fondamentale de la foi judéo-chrétienne s'est fort maladroitement exprimée dans des cadres de pensée qui n'étaient pas toujours adéquats. Morale des commande-

ments qui risquaient de nous faire retomber sous la loi, ramenant tout, même la charité, à un ordre extérieur de Dieu auquel il faut se conformer pour obtenir le salut; ou encore morale de vertu, dans un style grec, où la charité elle-même devient une vertu, un idéal ou un modèle à imiter en vue d'acquiescer une faction personnelle. Bien sûr, le ferment de la charité évangélique est tel qu'il fait chaque fois éclater le cadre dans lequel on essaie de l'enfermer; et si l'on fait de la morale chrétienne une morale des commandements, il faudra bien dire que la charité les résume tous; et si l'on fait de la morale chrétienne une morale des vertus, il faudra bien dire que la charité est la forme qui donne consistance finale à toutes les autres vertus. Mais ne pourrait-on prendre acte plus explicitement de cette inadéquation de nos systèmes moraux avec ce ferment évangélique et penser l'agir moral du chrétien en termes de relations humaines, d'amour ou de réciprocité?

Il me semble qu'il y a là un travail important auquel doit s'atteler la pensée chrétienne. J'ai essayé d'en esquisser les grands traits dans un ouvrage de morale fondamentale intitulé La Réciprocité. J'essaie de montrer comment l'attitude morale de l'homme adulte, majeur, responsable, coïncide avec cette morale de la charité, où plus rien ne s'interpose entre moi et l'autre, ni commandement qui me ferait l'aimer par devoir ou obligation, ni modèle qui me ferait l'aimer par vertu.

Au terme de l'évolution morale de l'homme, conformément aux exigences mêmes et à la nature profonde de l'amour évangélique, c'est l'autre lui-même qui devient la norme de mon action. Il n'y a plus de personne d'être aimé par devoir ou par vertu. "Ne me faites pas la charité de m'aimer", comme disait Jean Sullivan dans un de ses romans. L'amour vrai, n'est pas un amour de commande, ni un amour de pur sentiment qui n'est souvent qu'amour de soi à l'occasion de l'autre qui m'émue, c'est un amour qui reconnaît l'autre en sa réalité personnelle face à moi, autre que moi et qui exige par sa seule réalité personnelle que je tiens compte de lui, le respecte en ce qu'il a d'unique et d'absolu. L'amour vertueux n'est souvent lui aussi qu'un amour de soi à propos de l'autre, l'occasion de valoir ou de construire ma propre perfection morale.

Il y a en l'homme, selon l'expression d'Emmanuel Mounier, une "courbure égocentrique" qui se retrouve partout, même en la vertu. Une charité, un amour au-delà de la loi, au-delà de la vertu, c'est peut-être cela le propre ou l'originalité du christianisme. Un tel amour comporte des exigences, mais il ne peut s'exprimer en obligation, car ces exigences sont intérieures à la relation humaine et je ne puis les faire valoir pour autrui qu'en m'engageant d'abord dans un amour actif, alors que l'obli-

gation suppose déjà un type de relation où j'impose et je domine sans m'engager. Comme le dit le Christ aux légistes: "A vous aussi malheur, parce que vous chargez les gens de fardeaux insupportables, alors que vous-mêmes ne touchez pas à ces fardeaux d'un seul de vos doigts".

Une telle morale de la réciprocité, qui me confronte sans intermédiaire à la réalité même d'autrui, une telle morale exige évidemment que nous soyons libres de nos peurs, y compris de nos peurs vertueuses. Il faut accepter le risque de la rencontre, l'ébranlement de nos équilibres et de nos certitudes, la demande de l'autre, être prêt à laisser ébranler nos pulsions agressives ou fusionnelles dans la rencontre mortifiante d'un autre, qui nous renvoie à notre propre solitude personnelle. L'amour d'autrui est une aventure qui ne peut se codifier en une loi, ni se schématiser en un répertoire d'attitudes vertueuses. Nous ne savons où cela nous mène, à quels arrachements, à quels dépassements, à quels décentrement pour faire droit à cet autre nous-même. Nous savons seulement que cela nous mènera jusqu'au bout, car Jésus-Christ nous a précédés sur ce chemin et c'est son Esprit qui nous y mène.

Morale de l'efficacité

Ce décentrement qu'opère une morale de la charité, même aux exigences d'une universelle responsabilité. Et cette responsabilité nous décentre du souci de notre perfection morale en nous engageant dans l'efficacité de l'action. Ce ne sont pas ceux qui disent, mais ceux qui font... qui entreront dans le royaume. Dans la ligne d'une morale de la charité, l'efficacité redevient une valeur morale. L'homme vertueux pourrait se désintéresser de son efficacité, dans la mesure où son but principal n'était pas hors de lui mais en ce qui dépendait de lui, selon l'expression stoïcienne, et qui n'était autre que sa perfection à lui ou son bon vouloir selon le mot de Kant. L'homme de la charité ne peut se désintéresser de l'aboutissement de ses actes, car c'est l'autre qu'il vise et ce serait se désintéresser de l'autre.

Cependant l'échec n'est pas synonyme de faute. L'échec est toujours porteur d'un enseignement auquel nous ne pouvons nous dérober. Loïn de nous replier sur la pureté de nos intentions, l'échec relance notre souci de l'autre même s'il nous oblige à de nouveaux chemins et à de coûteux détours. Le plus coûteux n'est autre que la mort. Et la mort du Christ comme celle du saint n'est pas le renoncement à aimer et donc à atteindre autrui, mais le dernier chemin qui reste parfois pour le rejoindre. Et elle n'est vraiment mort à soi que pour l'homme de la charité qui en est atteint dans son projet même. Pour le philosophe, ou le sage, elle n'est que le repli sur soi et l'évasion hors de ce monde qui le rejette.

La morale chrétienne est donc une morale qui se décentre dans l'action et le noui réel des autres. Dans cette ligne un second décentrement nous est peut-être demandé, qui consiste à accepter l'échelle des dimensions actuelles de tous les problèmes. Les chrétiens doivent accepter de sortir de l'intimisme moral dans lequel ils seraient souvent tentés de s'enfermer, pour prendre la mesure des problèmes mondiaux. Evidemment cela suppose que l'on accepte les méditations abstraites, institutionnelles de la relation à autrui, ce que Paul Ricoeur appelle les "cercuits longs" de la charité. Il nous faut éviter de mesurer la charité au sentiment de la présence et à l'immédiateté de la rencontre. Dans la société de plus en plus technocratique et technocratiquement où nous avons à vivre les problèmes de telle région ont leur solution à New-York ou à Tokyo. Nous devons accepter que l'efficacité de la charité soit médiatisée par de longs circuits de communication, par des actions concertées, à long terme et qui parfois sont d'abord l'austère recherche scientifique, apparemment indifférente au destin de l'homme.

Si une morale de la charité est nécessairement une morale de l'efficacité, il faut cependant introduire deux styles d'efficacité, deux styles d'action, deux styles d'engagement. J'emprunte cette distinction - que je crois capitale - à Max Weber, mais elle a déjà été remise en honneur par Paul Ricoeur dans plusieurs de ses articles. Il s'agit de distinguer ce que Max Weber appelle la morale de conviction et morale de responsabilité. Non pas qu'il y ait deux morales, mais bien deux styles d'engagement moral, deux valeurs quoi qu'il en soit des conséquences. L'homme de responsabilité, le politique, c'est celui qui accepte avant tout des conséquences de ses actes, celui qui acceptera plutôt de compromettre son idéal impossible. Nul d'entre nous ne peut être tout à fait d'un côté, car la conviction à l'état pur serait idéalisme inefficace et la politique à l'état pur serait du machiavélisme. Mais il y a des accents. Les uns mettent l'accent sur le témoignage intrinsèque d'une vie entièrement cohérente avec les valeurs qu'ils professent, les autres mettent l'accent sur le désir d'arriver à des résultats tangibles, fût-ce au prix de certains attermoissements.

L'exemple le plus typique de l'homme de conviction nous est offert par le non-violent, comme Gandhi ou Martin Luther King. Pour un tel homme, il faut refuser toute compromission avec la violence pour rompre le cercle vicieux de la riposte et de la surenchère agressive. Seul un comportement qui introduit dans les moyens la présence anticipée du monde réconcilié qu'il se donne pour fin, peut engendrer une paix véritable. Le non-violent vise à n'employer au service de ses fins pacifiques que des moyens qui leurs soient homogènes. Mais le non-violent est prophète et il paie souvent du prix de sa vie le droit de ne point

sacrifier à la force qui assure - à court terme - la cohésion de notre société. Je ne crois pas qu'un homme d'état puisse se risquer à être un non-violent.

Je voudrais encore ajouter un dernier décentrement dans ce mouvement qui nous mène d'une morale introvertie à une morale de responsabilité. C'est le décentrement vers l'avenir. L'avenir est de plus en plus entre les mains de l'homme, si bien qu'il n'échappe pas à sa responsabilité. Le possible devient une dimension du réel qui concerne désormais notre responsabilité humaine. Il y a pour une morale chrétienne un champ de recherche du côté de l'utopie ou de la perspective. On a commencé à écrire une Théologie de l'avenir ou une Théologie de l'espérance et Jean Pourastis a écrit Pour une morale prospective. La moralité de nos actes ne peut plus se mesurer à la portée immédiate de nos bonnes intentions. Elle doit prendre désormais la mesure d'une efficacité et donc d'une responsabilité à long terme.

Pour conclure, je voudrais rappeler les grandes lignes de cet exposé. Notre morale chrétienne classique, largement solidaire de la civilisation bourgeoise européenne du siècle dernier, était une morale à la fois volontariste et individualiste. Elle est mise en question dans son volontarisme par la critique des sciences humaines comme par le délabrement actuel des mœurs. Elle est mise en question dans son individualisme par l'immense responsabilité de l'humanité sur son avenir.

Qu'allons-nous faire ? Nous replier dans une attitude défensive, craintive, ou reconnaître dans la crise actuelle un signe des temps par où Dieu nous ramène à l'essentiel de notre foi : l'appel à un amour qui soit l'achèvement et le dépassement de toute loi, l'appel à une responsabilité universelle qui ait les dimensions mêmes de l'amour de Dieu.

Olivier DU ROY

A propos d'une réunion sur la coopération technique

Dans son numéro de septembre 1971, la revue "Dialogue" annonçait une réunion de réflexion sur les problèmes de la Coopération technique. Cette réunion s'est tenue le 24 octobre au ministère de Gihindamuyaga; une vingtaine de personnes y participaient. Comme cette réunion se tenait dans la région de Butare, la majorité des participants étaient des enseignants : professeurs de l'Université Nationale, de l'Institut national pédagogique, de l'École sociale, du groupe scolaire. Des ressortissants de quatre pays (Rwanda, Belgique, France, Canada) étaient présents.

Au début de la journée, deux membres du comité de rédaction de la revue ont expliqué la méthode de travail choisie pour cette journée de réflexion : discussions par petits groupes sur les thèmes de réflexion présentés dans l'invitation, suivies de mises en commun. Ce programme déçut certains, déplorant à d'autres car ils avaient espéré, en venant à cette réunion, entendre au moins un exposé sur le problème de la coopération. Aux organisateurs il avait semblé plus utile et plus fructueux de baser toute la réunion sur la non-directivité afin que chacun s'exprimât sans être orienté par les idées développées dans l'exposé de présentation du problème.

Après cette entrée en matière un peu difficile, deux groupes d'une dizaine de personnes furent constitués; à la fin de la matinée et de la soirée, tous se retrouvèrent pour une mise en commun. Celle-ci fit apparaître la variété et la profondeur des discussions qui avaient eu lieu dans chacun des groupes. Tous s'étaient exprimés avec beaucoup de franchise.

Voici, extraits du compte-rendu de cette journée, quelques-uns des thèmes les plus importants des discussions :

1. Essai de définition de la coopération technique : plusieurs tentatives ou approches de définition ont été proposées. Elles signifiaient toujours un jugement sur cette coopération : elle est du "colonialisme" déguisé, ou "néo-colonialisme" économique ou culturel; elle est une forme de capitalisme international; elle est plus de la "charité", de l'assistance condescendante qu'un dialogue vrai.

Elle est parfois aussi, ou elle devrait être de la co-opération; c'est-à-dire une œuvre commune entre autochtones et étrangers, qui tous cherchent à développer le pays dans lequel ils vivent ensemble en ce moment. Tous sont ou doivent être co-opérants, qu'ils soient Rwandais ou étrangers.

La Co-opération est une réalité du monde actuel où les échanges deviennent de plus en plus nombreux, car les distances n'existent plus.

2. Ce problème est rapidement apparu comme secondaire et assez théorique. Ce qui préoccupait les participants était les difficultés concrètes qu'ils rencontreraient dans leur travail de coopération, et dans leurs contacts avec leurs partenaires autochtones ou étrangers.

Le coopérant étranger demandait : qu'attend le Rwanda du coopérant, comment le Rwandais percevait-il le coopérant ? Le Rwandais demandait : qu'attend le coopérant du Rwanda ?

Très rapidement dans chaque groupe de discussion, la franchise la plus grande s'établissait dans le dialogue : le Rwandais dit au non-Rwandais ce qu'il attendait de lui, comment il le percevait, comment "les gens de la colline" le percevaient; l'étranger dit ses déceptions dans ses efforts de collaboration avec des Rwandais, avec les organismes pour lesquels il travaille; il dit aussi son souvenir de rencontres plus fréquentes avec des Rwandais.

Tous reconnurent que, lorsqu'on discute de coopération, on doit admettre comme hypothèse de départ qu'on va traiter d'une situation difficile, d'un problème délicat, car il s'agit de relations entre personnes issues de milieux très différents, au point de vue culturel et économique, et qui, souvent, ne disposent d'aucun pouvoir de décision.

Les lecteurs de ce résumé du compte-rendu de la réunion qui s'est tenue à Gihindamuyaga sont sans doute déçus, tout comme les participants à cette réunion, lorsque au début de celle-ci les organisateurs ne leur faisaient pas d'exposé au sujet de la coopération, déçus de ne pas lire les réponses données par ces participants à toutes les questions qu'ils se sont posées. Ce silence au sujet des réponses données est intentionnel : d'autres groupes de discussion sont prévus (en janvier à Kigali) ; et l'expérience, vécue à Butare, faite d'un échange interpersonnel très direct, est difficilement communicable en quelques phrases qui ressembleraient à un squelette sans vie et incapable de manifester la richesse des discussions.

Cette journée de réflexion a montré que les rencontres entre co-opérants (Rwandais et étrangers), que souhaite le comité de rédaction de "Dialogue", seront fructueuses, non pas tant à cause des idées plus claires que chacun des participants se fera au sujet de la coopération, mais parce qu'elles donneront à des hommes et des femmes, qui vivent dans le même pays, et qui doivent travailler ensemble, des occasions de se rencontrer dans un dialogue franc et constructif. Ces occasions sont trop peu nombreuses.

P. Stanislas SALLETS



Vous connaissez DIALOGUE . . .
DIALOGUE vous plaît . . .
alors, faites connaître DIALOGUE
à vos amis

DIALOGUE paraît tous les deux mois. Conditions d'abonnements sur la couverture. DIALOGUE B.P. 572 Kigali

AVIS A NOS LECTEUR



Pour le renouvellement ou la souscription d'un abonnement, outre les possibilités indiquées dans la Revue, on voudra bien noter que DIALOGUE possède depuis peu de temps
le compte n° 3778
à la Banque Commerciale du Rwanda à Kigali
Toutes opérations peuvent passer par la banque.

SOUSCRIPTION D'UN ABONNEMENT

Messieurs,
Veuillez faire parvenir DIALOGUE à l'adresse suivante:

Signature

Paiement: ☐ chèque ☐ virement ☐ mandat-poste

SOUSCRIPTION D'UN ABONNEMENT-CADEAU

Messieurs,
Veuillez faire parvenir comme abonnement-cadeau DIALOGUE à l'adresse suivante:

Bénéficiaire: _____

Je réglerai le paiement par ☐ chèque ☐ virement ☐ mandat-poste
Nom: _____ Signature
Adresse: _____

